

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTE FINANCIER 2020

Séance du 15 mars 2021

Délibération n°2021-02 portant approbation du compte financier 2020

- Vu** le code de l'éducation ;
- Vu** les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret n°2013-1140 du 9 décembre 2013 relatif à l'École normale supérieure ;
- Vu** le règlement intérieur de l'École normale supérieure ;
- Vu** le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2020 ;

Nombre de membres en exercice : 26

Présents (connectés) : 24	Pour : 19
Procurations : 2	Contre : 0
Votants : 21	Abstention(s) : 2

Article 1 :

Le conseil d'administration approuve le rapport du commissaire aux comptes présenté.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête ensuite les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 1 317 ETPT sous plafond et 356 ETPT hors plafond
- 127 473 809 € d'autorisations d'engagement
- 118 169 403 € de crédits de paiement
- 123 357 603 € de recettes
- 5 188 200 € de solde budgétaire excédentaire

Article 3 :

Le conseil d'administration arrête également les éléments d'exécution comptable suivants :

- +6 884 879 € de variation de trésorerie
- +1 198 331 € de résultat patrimonial
- +5 248 566 € de capacité d'autofinancement
- - 618 520 € de variation du fonds de roulement

Article 4 :

Le conseil d'administration décide enfin d'affecter le résultat de l'exercice 2020 en réserves pour sa totalité.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le Président du conseil d'administration

François HARTOG



Pièces jointes : comptes de l'ENS exercice 2020/ tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, compte de résultat, bilan et annexe.

Mise en ligne le : 17 mars 2021

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

2020

R a p p o r t d e g e s t i o n a u
C o m p t e f i n a n c i e r

SOMMAIRE

Introduction

1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire

1.1 Les recettes budgétaires

1.1.1 Recettes globalisées

1.2.2 Recettes fléchées

1.2 Dépenses

1.1.1. Dépenses de personnel

1.1.2. Dépenses de fonctionnement

1.1.3. Dépenses d'investissement

1.1.4. Dépenses sur opérations fléchées

1.3 Solde budgétaire – variation de trésorerie

1.1.5. Résultat budgétaire

1.1.6. Variation de trésorerie et opérations en comptes de tiers

2 - Les données issues de la comptabilité générale

2.1 Résultats de l'exercice et principaux agrégats

2.1.1. Résultat comptable

2.1.2. Capacité d'autofinancement

2.1.3. Fonds de roulement

2.2 Produits de fonctionnement

2.3. Charges de fonctionnement

Conclusion

3 - Focus

3.1. Focus : Masse salariale

3.2. Focus : Surcoûts générés par la crise sanitaire

3.3. Focus : Activité restauration

3.4. Focus : Inscriptions

3.5. Focus : Projets immobiliers

3.6. Focus : Restes à payer

Introduction

L'année 2020 est la quatrième année d'exécution budgétaire en conformité avec les dispositions de la réforme budgétaire et comptable introduite par le décret de 2012. Pour autant, malgré les repères financiers ainsi proposés, cette année financière se révèle difficilement comparable aux années antérieures. La crise sanitaire explique en grande partie cette difficulté : le niveau de dotation par l'État a été significativement augmenté, le rythme de versement des financements obtenus a été perturbé mais le rythme d'avancement des projets et la nature des dépenses effectuées par les services sur l'année ont été modifiés.

Plus encore, des travaux de fiabilisation de certaines données comptables ont été menés par les services financiers de l'établissement en lien avec les services métiers et ont été validés par les Commissaires aux comptes (CAC) de l'établissement. Le niveau des investissements s'est certes maintenu à 5,9 M€ mais des opérations, figurant jusqu'alors en « en cours » et dès lors en attente d'amortissements, ont été mises en service. La tenue de l'actif, sur laquelle les CAC émettaient une réserve, a été basculée dans un nouvel applicatif ce qui en facilite le suivi et en garantit la fiabilité sous réserve de recensement à mener en 2021. La réalité des recettes perçues sur des opérations pluriannuelles a été aussi réévaluée au regard de la réalité des charges comptabilisées de 2017 à 2020 : ceci a conduit à ajuster nettement ces produits.

Du point de vue budgétaire, les taux de consommation ont été améliorés tant en recettes qu'en dépenses, même si la prévision en matière d'opérations fléchées doit encore être améliorée en lien avec les départements et les porteurs de projet.

Plus encore, les focus menés en fin de document, quant à certaines activités spécifiques de l'établissement ou à certains agrégats rendent plus lisibles et plus cohérents certains champs aux impacts financiers significatifs.

L'analyse financière de l'activité de l'établissement dessine aussi, en creux, les marges de l'établissement, les permanences comme les ruptures dans son activité voire dans sa gestion. Ces ajustements, ces corrections, ces changements rendent certes plus complexe la compréhension des informations financières et limitent la comparabilité des exercices. Pour autant, en contribuant peu à peu à une information financière, progressivement plus exhaustive et cohérente, ces évolutions contribuent à un pilotage amélioré des ressources financières de l'établissement et à des restitutions plus complètes du fonctionnement de l'établissement aux instances de gouvernance. C'est aussi l'objectif du présent rapport de gestion.

1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire

1.1 Recettes budgétaires

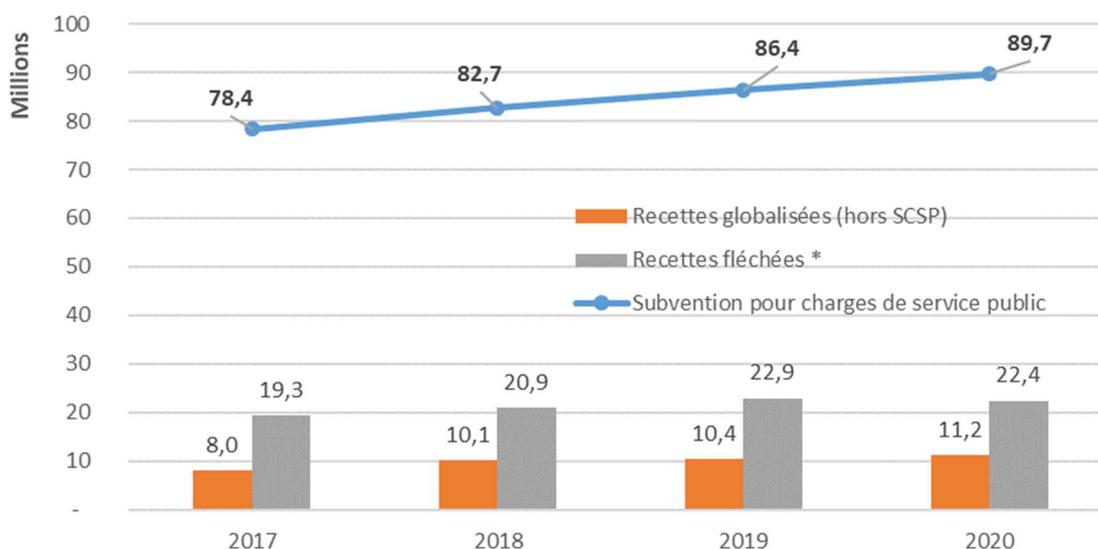
L'article 205 du décret du 7 novembre 2012 dit « GBCP » limite les recettes budgétaires aux recettes encaissées durant un exercice donné, excluant ainsi les opérations d'ordre (reprises d'amortissement, produits de cessions d'actifs). En revanche les avances de trésorerie pour des projets pluriannuels y sont intégrées.

Le tableau d'exécution des recettes 2020 montre un niveau des recettes de l'établissement globalement satisfaisant tant au regard de la tendance qu'au regard de sa prévision. Les recettes budgétaires 2020 représentent ainsi un montant de 123,4 M€.

Recettes budgétaires 2020					
Compte financier 2019	Budget rectificatif 2020	Exécution au 31/12/2020	Nature de la recette	Taux de réalisation	Variation par rapport à 2019
96 304 316	102 193 525	100 957 457	Recettes globalisées	99%	4 653 141
86 367 358	88 766 880	89 713 872	Subvention pour charges de service public	101%	3 346 514
15 524	61 380	22 500	Autres financements de l'Etat	37%	6 976
0	130 000	135 644	Fiscalité affectée	104%	135 644
2 063 025	5 592 099	4 502 406	Autres financements publics	81%	2 439 381
7 858 409	7 643 166	6 583 035	Recettes propres	86%	-1 275 374
22 933 274	24 357 135	22 400 147	Recettes fléchées	92%	-533 128
1 200 130	1 063 898	3 871 763	Financements de l'Etat fléchés	364%	2 671 633
18 871 977	18 277 160	13 384 844	Autres financements publics fléchés	73%	-5 487 133
2 861 168	5 016 077	5 143 540	Recettes propres fléchées	103%	2 282 372
119 237 590	126 550 660	123 357 603	TOTAL DES RECETTES	97%	4 120 014

On soulignera la nette augmentation par rapport à 2019 (+4,1 M€) et surtout par rapport à 2018 (presque +10 M€), avec globalement un niveau d'exécution satisfaisant (près de 97,5 % contre 93 % l'an passé soit un écart de 3,2M€ avec la prévision contre 8,5 M€ en 2019). On relèvera que cette progression régulière reflète l'évolution de la subvention pour charges de service public (SCSP) au cours des dernières années, notamment en raison de la montée en puissance progressive des financements des contrats doctoraux spécifiques normaux.

(CDSN). Les autres natures (recettes fléchées et recettes globalisées hors SCSP) de recettes tant globalisées (hors SCSP) que fléchées connaissent aussi une progression mais de façon moins régulière.



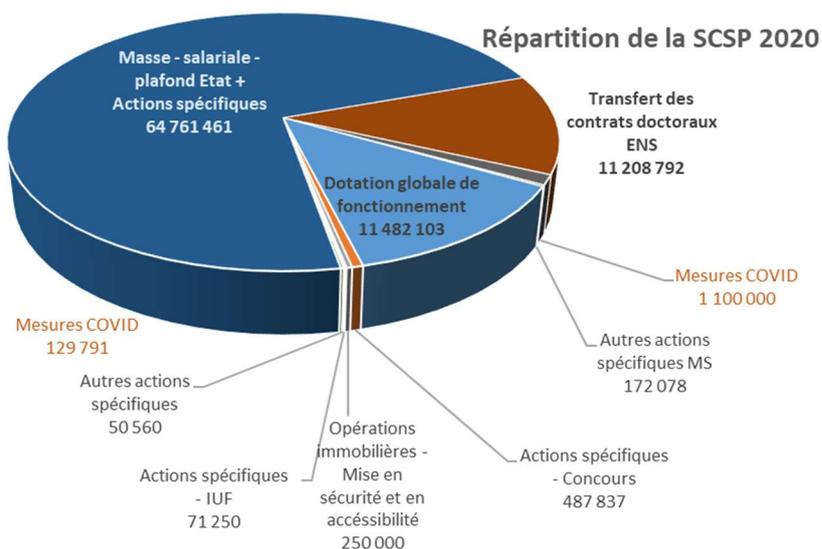
Ce constat mérite d'être nuancé en distinguant les recettes globalisées et les recettes fléchées.

1.2.1. Les recettes globalisées

Elles représentent un montant de près de 101 M€ (contre 96 M€ entre 2019 et 92,8 M€ en 2018) : ce sont elles qui expliquent l'augmentation générale précitée (+4,6 M€), même avec un taux de consommation légèrement dégradé par rapport à celui de 2019 (à 98,8 % de consommation contre 99 % en 2019) représentant un écart d'1,2 M€ avec la prévision. Elles peuvent être analysées par nature et par origine de financement :

➤ La subvention pour charges de service public (SCSP) :

La SCSP explique une partie importante de ces variations. En effet la subvention attribuée est nettement supérieure à celle prévue au budget 2020 (+946 K€), principalement en raison d'une dotation exceptionnelle-COVID de 1,1 M€ en fonctionnement. 2019 (cf. graphique ci-contre). En outre, elle est nettement plus importante que celle notifiée en 2019 (+3.3 M€). Ceci s'explique par certes par ces 1,1 M€ de mesures exceptionnelles COVID ainsi que par les mesures salariales liées aux COVID (129 K€ de prolongation des contrats doctoraux et primes), mais aussi en raison de la montée en puissance précitée du dispositif de financement des CDSN (+2,4 M€). Ceci, en dépit de la réduction des financements liés aux loyers PSL (-300 K€ désormais directement versés à PSL). Il est utile de préciser que la DGESIP, par courrier du 22 juillet 2020, a explicitement indiqué que le financement dédié aux CDSN est désormais « soclé » dans la SCSP et désormais intégrée dans la dotation ministérielle, et non plus dans le seul cadre d'une convention avec le ministère.



➤ La fiscalité affectée et les autres financements de l'État :

Le montant de 136 K€ au titre de la fiscalité affectée correspond à la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) perçue via le CROUS en fonction du nombre d'étudiants inscrits. Son produit est nécessairement destiné à des actions règlementairement déterminées, dont certaines sont exercées conventionnellement par PSL et donnent dès lors lieu à un reversement. Son montant est quasi stable par rapport à 2019 (-3 K€). Il est précisé que la maîtrise d'œuvre du système d'information (SI) financier et comptable a informé tardivement les établissements que la taxe d'apprentissage devait être désormais imputée budgétairement en tant que « fiscalité affectée » et non plus en tant que « ressources propres » : dans ces conditions, cette correction sera prise compte dans les paramétrages de gestion en vue du compte financier 2021 et sera intégrée à la prévision 2021 lors d'un prochain budget rectificatif.

Les autres financements de l'État à hauteur de 22 K€ correspondent au financement de la DGESCO à un niveau légèrement supérieur à celui de 2019 (+7 K€).

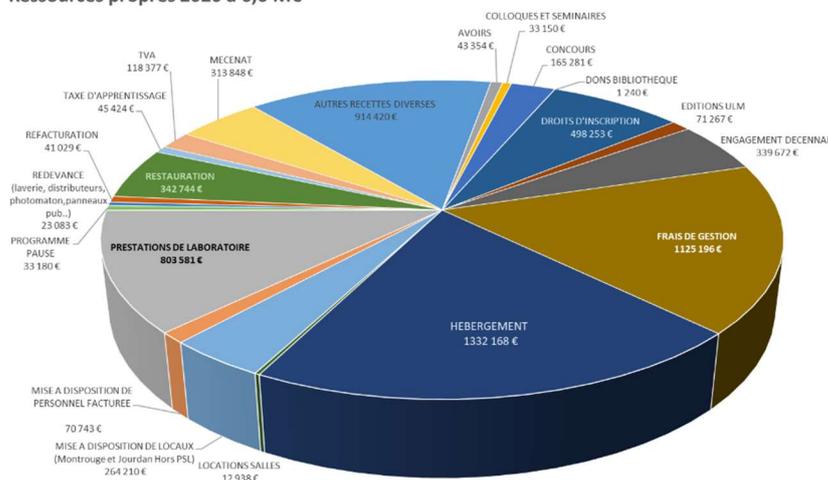
➤ Les autres financements publics :

Ces recettes ont été encaissées à hauteur de 4,5 M€ soit un niveau en hausse de 2,4 M€ par rapport à 2019 principalement en raison de la prise en charge des contrats doctoraux PSL (+1,7 M€). Ce niveau de recettes est cependant inférieur d'1 M€ à la prévision budgétaire notamment du fait d'un moindre niveau de remboursement du coût des contrats doctoraux de PSL (-507 K€) pour la dernière cohorte, ainsi qu'en raison de transfert de recettes globalisée vers les recettes fléchées (543 K€ pour le projet R2DS). Seront aussi notés le niveau assez élevé du Préciput de l'ANR (1,1 M€), la diminution assez significative de la part F du CNRS (417 K€) et le maintien des remboursements des CDSN entrants par les établissements partenaires (+74 K€).

➤ Les ressources propres :

Les ressources propres ont été réalisées à hauteur de 6,6 M€, soit seulement 86 % (-1 M€) par rapport au niveau espéré et sont en forte baisse par rapport à 2019 (-1,2 M€). Ce constat s'explique par une baisse significative

Ressources propres 2020 à 6,6 M€



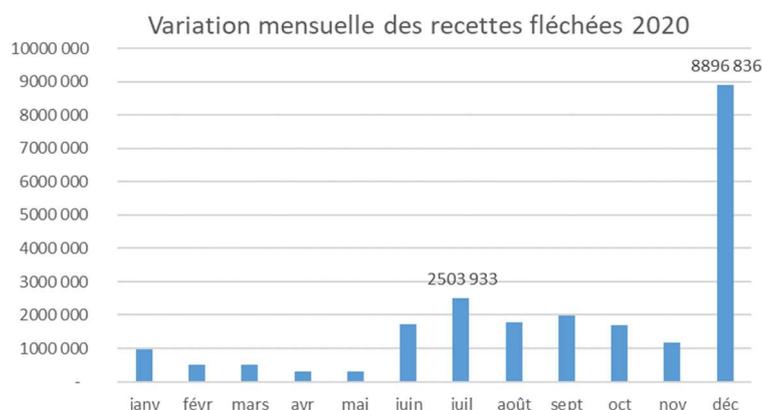
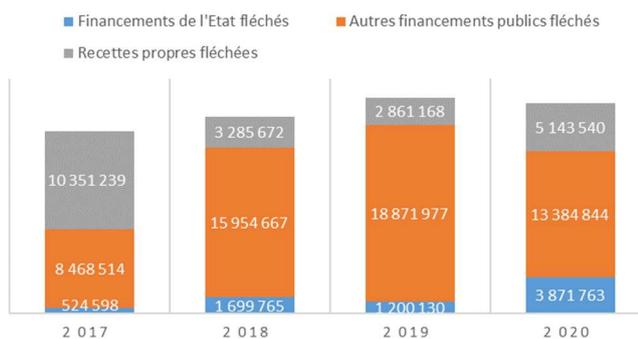
par rapport à celles de 2019 des recettes d'hébergement (-850 K€) et de restauration (-371 K€), ainsi que les frais de gestion (-336 K€) de façon mécanique au regard de l'activité des opérations de recherche. Cette baisse est partiellement compensée par des hausses, notamment un remboursement suite à litige de 466 K€.

Dans le même temps, on relève aussi _ et malgré le contexte... _ une relative stabilité des recettes (externes) de prestations de laboratoire (-85 K€) et une augmentation significative des droits d'inscription (+126 K€). Les écarts avec la prévision 2020, même ajustée en budget rectificatif 2 pour 2020 (BR2/2020) s'explique par les incertitudes générées par la crise sanitaire en dépit du travail de fiabilisation et de suivi initiées en 2019. La généralisation de la dématérialisation des factures, y compris sur la plate-forme nationale Chorus, a contribué à une limitation des impacts en trésorerie de la crise sanitaire : seule une réduction des activités a eu des effets significatifs. Il est précisé que la rubrique « Autres recettes » du tableau 3 relative aux recettes « par origine » parmi les recettes propres, figurant une recette budgétaire de 5,7 M€, intègre notamment les frais de gestion, les recettes d'hébergement et de restauration ainsi que les prestations de laboratoire.

1.2.1. Les recettes sur opérations fléchées

Les recettes fléchées telles qu'elles ressortent de l'application de gestion sont de 22,4 M€, soit une baisse de 533 K€ avec l'exécution 2019. Si l'écart avec la prévision 2020 (BR2/2020 qui avait pourtant conduit à réduire de -924 K€ ces recettes) reste important (presque 2 M€) et explique en grande partie l'écart global avec la prévision budgétaire, on soulignera qu'il s'agit du meilleur taux d'exécution (92 %) depuis la mise en place de la GBCP : cela démontre les efforts effectués par les services de gestion (SFC et SPR) en lien avec les porteurs et les financeurs, pour fiabiliser la prévision sur ces recettes conditionnées. Ceci rejoint les changements de méthode d'évaluation en matière de recettes conditionnées (cf. annexe au compte financier 2020).

Evolution des recettes fléchées



Plus généralement l'exercice de prévision des recettes fléchées est peu aisée au regard du degré important d'incertitudes sur l'encaissement des recettes sur contrats en fonction des dispositions conventionnelles, de l'avancement scientifique du contrat concerné, des financeurs engagés etc. On soulignera cependant que le calendrier de versement, présenté ci-contre, est fortement concentré sur les dernières semaines de gestion, en 2020 comme

antérieurement : 40 % des recettes sur contrats sont encaissés en décembre et 80 % entre juillet et décembre. Et encore, les versements tardifs effectués par certains financeurs (CRIF, PSL, CNR ...) durant la période de fermeture de fin d'année de l'établissement pour 940 K€ n'ont pu être pris en compte dans ce total des recettes budgétaires 2020. Ces difficultés de prévisions se retrouvent à travers les taux d'exécution par nature comme par origine de financement : les financements de l'État fléchés sont ainsi nettement supérieurs de 2,8 M€ à la prévision en raison d'une notification tardive (décembre 2020) du rectorat à hauteur de 3,7 M€ au titre du contrat plan État Région (CPER) pour le projet de restructuration du site Lhomond. La situation est beaucoup moins favorable pour les autres financements publics fléchés (-4,8 M€ par rapport à la prévision 2020), à relativiser cependant dans un contexte de forte réduction de ces recettes par rapport à la gestion 2019 (-5,5 M€) tout en restant à un niveau d'exécution significatif (13,4 M€). La situation des recettes propres fléchées (5,1 M€) est, elle, très proche de la prévision 2020.

On soulignera aussi la grande diversité de l'origine des financements ainsi reçus. En neutralisant la situation particulière des versements du rectorat en particulier au titre du CPER, le montant cumulé de ces recettes est constitué à 93 % de la vingtaine de partenaires ayant versé en 2020 plus de 100 K€, dont 72 % de la part des seuls cinq plus importants financeurs externes de l'ENS (ANR, PSL, UE, CRIF, CNRS). En outre, ces recettes concernent 76 financeurs différents et plus de 260 contrats distincts. Les plus importants d'entre eux sont les suivants : DIM Respore (RIdF : 1,1 M€), EUR TRANSLITTERAE (ANR : 1 M€), le LABEX Memolife (PSL : 901 K€), LABEX ICFP (PSL : 703 K€), R2DS 1 2013 (CNRS : 543 K€) etc.

Les données budgétaires relatives aux opérations fléchées, décrites dans le tableau 8 de la liasse budgétaire du compte financier, font apparaître un abondement de la trésorerie fléchée de +3,1 M€ pour une prévision de -3,4 M€, montrant toute la difficulté de cette prévision.

1.2 Dépenses

L'article 180 du décret précité GBCP précise que :

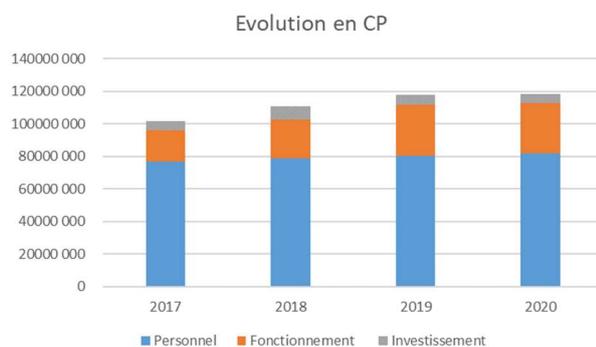
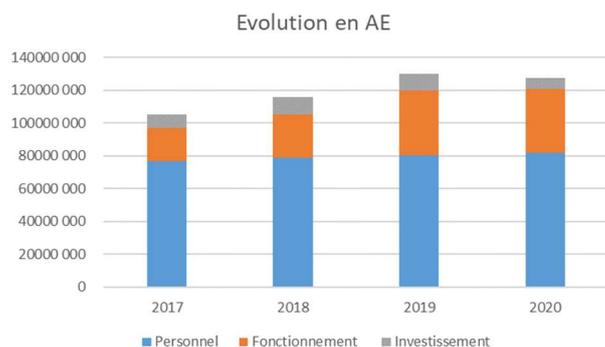
- « les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pendant l'exercice, les paiements afférents pouvant intervenir les années ultérieures » ;
- « Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'exercice ».

Les tableaux suivants reprennent ainsi la partie « dépenses » du tableau des autorisations budgétaires et mettent en évidence l'exécution des différentes enveloppes en détaillant les principales composantes. Les opérations fléchées sont celles pour lesquelles des codes « opérations » ont été créés. Les données sont issues de l'application GFC Situation.

Elles font apparaître un niveau total de 127,5 M€ en autorisations d'engagement (AE) et de 118,2 M€ en crédits de paiement (CP), soit un taux de consommation respectif de 92 % et 89 %.

	Dépenses									
	Compte financier 2019		Budget rectificatif n°2 2020		Exécution au 31/12/2020		Taux de réalisation		Variation par rapport à 2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	80 362 282	80 362 282	85 265 111	85 265 111	82 010 095	82 003 171	96%	96%	1 647 813	1 640 889
<i>dont hors opérations fléchées</i>	68 506 227	68 506 227	72 267 725	72 267 725	70 878 894	70 871 970	98%	98%	2 372 668	2 365 743
<i>dont opérations fléchées</i>	11 856 055	11 856 055	12 997 386	12 997 386	11 131 201	11 131 201	86%	86%	- 724 854	- 724 854
Fonctionnement	39 371 637	31 185 111	43 814 999	37 533 014	38 775 064	30 556 171	88%	81%	- 596 572	- 628 940
<i>dont hors opérations fléchées et hors CDSN</i>	17 080 502	15 844 738	18 367 653	18 009 259	16 439 680	15 941 586	90%	89%	- 640 823	96 848
<i>dont opérations fléchées</i>	6 379 709	6 347 102	9 102 080	9 317 819	6 040 904	5 724 892	66%	61%	- 338 805	- 622 210
<i>dont CDSN (subventions à établissements)</i>	15 911 425	8 993 271	16 345 266	10 205 936	16 294 481	8 889 694	100%	87%	383 056	- 103 577
Investissement	10 196 242	6 097 261	9 045 494	9 362 003	6 688 649	5 610 061	74%	60%	- 3 507 593	- 487 199
<i>dont hors opérations fléchées et hors CPER</i>	3 124 919	3 685 314	4 368 121	4 187 891	3 700 168	3 191 637	85%	76%	575 249	- 493 677
<i>dont opérations fléchées</i>	1 925 533	1 769 764	4 474 615	3 925 430	2 898 931	1 329 522	65%	34%	973 398	- 440 242
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	5 145 790	642 182	202 757	1 248 682	89 550	1 088 901	44%	87%	- 5 056 240	446 719
TOTAL DES DÉPENSES	129 930 161	117 644 653	138 125 604	132 160 129	127 473 809	118 169 403	92%	89%	- 2 456 352	524 749
<i>dont Total hors opérations fléchées et hors CDSN</i>	88 711 649	88 036 279	95 003 499	94 464 876	91 018 742	90 005 193	96%	95%	2 307 094	1 968 914
<i>dont total sur Contrats de recherche</i>	20 161 297	19 972 922	26 574 082	26 240 635	20 071 036	18 185 614	76%	69%	- 90 261	- 1 787 307
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	5 145 790	642 182	202 757	1 248 682	89 550	1 088 901	44%	87%	- 5 056 240	446 719
<i>dont CDSN</i>	15 911 425	8 993 271	16 345 266	10 205 936	16 294 481	8 889 694	100%	87%	383 056	- 103 577

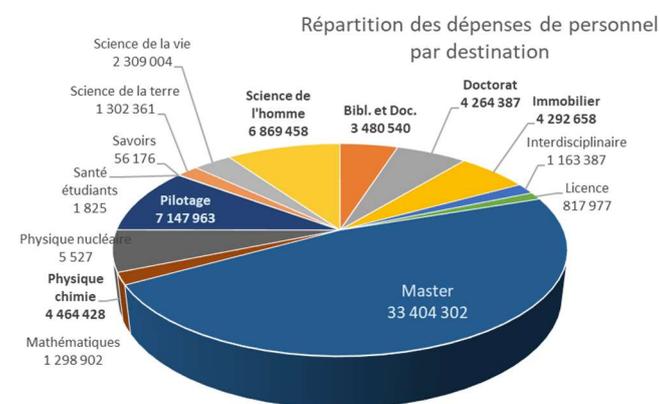
L'exécution 2020 apparaît globalement en légère baisse (-2 % soit -2,4 M€) en AE et stable (+524 K€) en CP, mais avec des variations selon les enveloppes et la nature des dépenses concernées, comme détaillées ci-dessous.



1.2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel représentent en 2020 un total en AE-CP de 82 M€, soit un niveau de progression de 2% (+1,6 M€) par rapport à la gestion 2019 équivalent à celui constaté au cours des dernières années. Son taux de consommation à 96 % est relativement stable par rapport aux années passées. Il faut cependant analyser de façon plus fine la construction de ces montants, en complément du focus présenté ci-dessous (cf. § 3-1).

Le tableau 3 présente la répartition des dépenses par destination dites LOLF. On relèvera la part du coût des dépenses de personnel afférentes à la formation master au sens large, incluant le DENS, (à hauteur de 33,4 M€), en raison de l'impact de la masse salariale des élèves, les autres destinations étant celles d'appui



(immobilier et Pilotage cumulés pour 11,4 M) puis dans une moindre mesure, pour les destinations Science de l'homme (6,9 M€), Physique-Chimie (4,5 M€) ainsi que Doctorat (4,2 M€) et « Bibliothèque et documentation » (3,5 M€).

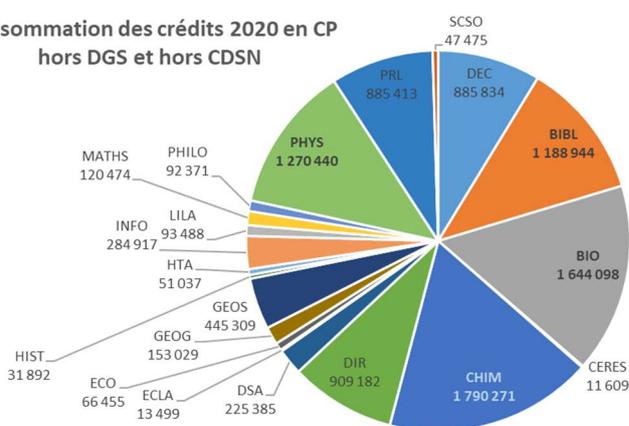
1.2.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement étaient en 2020 de 38,7 M€ en AE et 30,5 M€ en CP, soit 88,5 % de consommation en AE et 81,4 % en CP, laissant un solde de crédits équivalent à celui de 2019 tant en AE (5 M€) qu'en CP (7 M€). Le niveau global de dépenses de fonctionnement est légèrement inférieur à celui de 2019 (peu ou prou -600 K€ en AE/CP soit -2%) dans une proportion identique à la trajectoire constatée lors du vote du BR2.

On relèvera que, si les dépenses de fonctionnement afférentes aux opérations fléchées représentent 16 % des dépenses de fonctionnement à la fin 2020, elles constituent 60 % des crédits non utilisés. Les versements aux établissements partenaires au titre des CDSN ont constitué en 2020 une dépense de 16,3 M€ d'AE, soit 99,7 % des prévisions, et 8,9 M€ de CP (87 %) au regard de la difficulté à obtenir à temps la facture des établissements : on peut donc considérer que cet enjeu est désormais intégré dans le fonctionnement normal de l'ENS _ et du SFC. Il faut à cet égard préciser que, du point de vue comptable _ non pris en compte dans les restitutions budgétaires en CP _, une charge à payer d'1,7 M€ a été comptabilisée en 2020 en identifiant le niveau des engagements signés avec les établissements partenaires pour lesquels des paiements prévus en 2020 mais non payés faute de factures reçues.

Une fois écartées les opérations fléchées et les dépenses de CDSN, les dépenses de fonctionnement de l'établissement présentent un taux d'exécution satisfaisant : 90 % en AE et 89 % en CP. Elles sont portées principalement (52 %) par les services de la Direction Générale des services, en AE (11,5 M€) comme en CP (11,7 M€), principalement par le service du patrimoine (26 % de ces CP), le service de la logistique (18 %) et par le Centre des Ressources Informatiques (12 %) et le service des concours, de la scolarité et des thèses (11 %). Une fois neutralisés ces crédits, les dépenses se répartissent selon le détail ci-contre entre les principaux départements et bibliothèques, pour un montant cumulé de 10,9 M€.

Consommation des crédits 2020 en CP hors DGS et hors CDSN

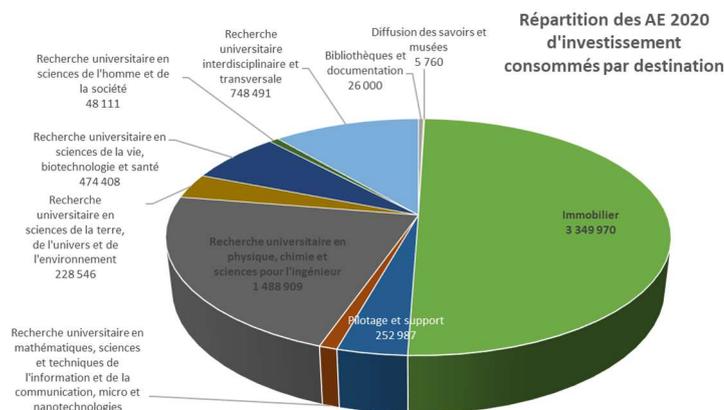


1.2.3. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement étaient en 2020 de 6,7 M€ d'AE et 5,6 M€ de CP soit respectivement 74 % et 60 % des prévisions d'AE et de CP en BR2/2020. Si les dépenses fléchées sur financements externes représentent 43 % des AE et 24 % des CP des dépenses d'investissement réalisées en 2020, ces mêmes dépenses constituent plus de 67 % des crédits non consommés.

Hors opérations fléchées et CPER, les dépenses d'investissement présentent un taux d'exécution de 85% en AE et 76% en CP, ce qui est satisfaisant, d'une part par rapport à la nature de crédits, dont les niveaux d'exécution sont généralement plus faibles, et d'autre part dans un contexte fort d'incertitude lié à la Covid.

Quelle que soit l'origine des financements (autofinancement ou ressources fléchées), les dépenses d'investissement 2020 connaissent une relative diversité de « destinations » (au sens des actions LOLF retracées dans le tableau 3 de la liasse budgétaire) : plus de 54% des AE (retracées dans le graphique ci-contre) sont ainsi logiquement destinées à l'immobilier et au pilotage/support, dépenses essentiellement portées par le service du patrimoine. Mais les autres dépenses se portent aussi sur d'autres destinations : 22 % des AE 2020 d'investissement sont consacrées à la recherche universitaire en physique, chimie et sciences de l'ingénieur pour plus d'1,4 M€. Ceci s'explique par la mise en œuvre d'opérations fléchées, notamment DIM Respore (870 K€) et dans une moindre mesure le Labex ICFP (176 K€).

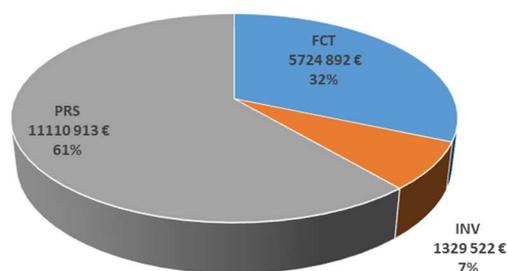


Les dépenses dédiées au CPER ont été correctement réalisées, en particulier en CP (87,2 %) pour 1,1 M€. Les dépenses d'investissement en AE sont en forte réduction par rapport à celles constatées à la fin 2019 (-3,5 M€), conformément à la prévision 2020, principalement en raison du lancement de la rénovation du bâtiment Erasme (Chimie) en 2019 (-5 M€) et sont restées relativement stables en CP (-487 K€).

1.2.4. Dépenses sur opérations fléchées

Concernant les opérations fléchées, ce sont logiquement pour partie les financements précités (cf. § 1-1-2 RF) qui portent les dépenses sur opérations fléchées notamment les projets suivants : DIM Respire, Labex Memolife, Eur Translitterae, Labex ICFP.... La liste ci-dessous des opérations ayant consommé en 2020 plus de 130 K€ de CP représentent 22 lignes pour un montant cumulé de 8,5 M€. On constatera, comme en matière de recettes, que les autres dépenses fléchées effectuées constituent un montant de 9,6 M€ réparties en près de 360 lignes, parfois pour quelques centaines d'euros.

Répartition des CP 2020 sur opérations fléchées par enveloppe



Crédits CP consommés en 2020	Fonctionnement	Investissement	Personnel	Total	Libellé
OPE-2017-0126	1 182 190 € -	1 €	60 248 €	1 242 436 €	DIM Respire - SE23 - IDF
OPE-2016-0067	217 138 €	157 890 €	819 774 €	1 194 802 €	LABEX ICFP - LJ11
OPE-2016-0045	472 593 €		328 438 €	801 031 €	LABEX MEMOLIFE - LD09
OPE-2016-0064	284 868 €		447 879 €	732 747 €	EUR TRANSLITTERAE - LB08
OPE-2016-0040	192 511 €	101 140 €	430 732 €	724 384 €	LABEX IEC - LF08 - FrontCog
OPE-2019-0112	361 863 €		151 313 €	513 176 €	MUSICOL ERC Advanced Grants
OPE-2018-0136	51 514 €	36 762 €	266 485 €	354 761 €	ERC ADV GRANT 2017 - F012
OPE-2018-0068	91 684 €	16 866 €	197 575 €	306 125 €	FACEBOOK Unrestricted Gift - SF51
OPE-2016-0084	31 430 €		241 069 €	272 499 €	BRAVIUS - F181
OPE-2017-0153	73 778 €		181 989 €	255 767 €	ERC ADV - MIST - P158
OPE-2018-0091	92 357 €		155 079 €	247 435 €	Chaire de recherche « Climat, Océan et CO2 » -Chanel
OPE-2017-0175	77 485 €		149 385 €	226 871 €	DIM ISLAM PHASIF SK05 RATTACHE 2019--0095
OPE-2017-0116	22 158 €	25 717 €	174 144 €	222 019 €	Fondation CFM - SJ17
OPE-2016-0120	6 433 €	10 835 €	187 707 €	204 975 €	CEA - T992
OPE-2017-0170	106 001 €		92 119 €	198 121 €	DIM Islam en IDF 1B18
OPE-2017-0023	8 980 €	170 382 €		179 362 €	PSL - CHAIRE CENTRE DE NEUROSCIENCES COMPUTATIONNELS AUDITIFS
OPE-2017-0242	55 993 €	55 496 €	64 916 €	176 405 €	ERC TOPODY - P159
OPE-2017-0246	6 007 €	8 872 €	142 324 €	157 203 €	GEO-4-D ERC StG 2017 G179
OPE-2016-0083	21 757 €	6 168 €	119 489 €	147 415 €	METAWARE - F180
OPE-2018-0073	138 135 €			138 135 €	Programme Médecine-Humanités - Fondation Bettencourt Schueller
OPE-2017-0142	27 382 €	19 328 €	88 116 €	134 826 €	FLUOSWITCH ERC-COG-2016 - E003
OPE-2018-0110	5 423 €		124 933 €	130 357 €	SIMONS FOUNDATION - SJ36
Total des op > 130 k€	3 527 680 €	609 456 €	4 423 715 €	8 560 850 €	

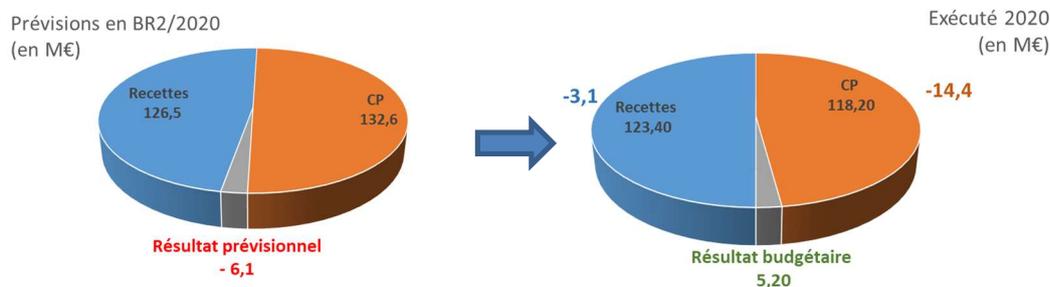
1.3 Solde budgétaire et variation de trésorerie

1.3.1. Résultat budgétaire

L'année 2020 s'achève par un résultat budgétaire largement excédentaire de +5,2 M€ (contre +1,6 M€ constatés en 2019 et 3,4 M€ en 2018), dont 3,1 M€ d'excédent au titre des seules opérations fléchées. Il correspond à la différence entre les décaissements (en CP) de 118,2 M€ et les encaissements de l'année à hauteur de 123,4 M€.

On rappellera que le résultat budgétaire à l'issue du BR2/2020 était négatif à hauteur -5,2 M€, ce qui montre la difficulté, accentuée cette année, d'ajuster la prévision à la réalité. Cet écart entre la prévision et la réalisation (+10,8 M€) est en effet beaucoup plus important que celui déjà constaté en 2019 (+5,8 M€) et 2018 (+5,5 M€). Il s'explique à la fois :

- ✓ d'une part, par une plutôt bonne exécution des recettes budgétaires 2020 (-3,2 M€ dont -2 M€ de recettes fléchées), voire pour certaines lignes avec une exécution au-delà de la prévision comme indiquées supra pour la SCSP et le financement CPER ;
- ✓ d'autre part, par un niveau important de crédits budgétaires non utilisés notamment en CP (-14 M€ dont -8,3 M€ sur opérations fléchées).



Le niveau de ces décaissements reste pour autant très proche de celui constaté à la fin 2019 (+525 K€). L'amélioration importante (+3,6 M€) du résultat budgétaire 2020 par rapport à celui de 2019 (+1,6 M€) s'explique donc uniquement par l'augmentation des recettes budgétaires 2020 par rapport à celles de 2020.

Le présent résultat budgétaire a pour origine à hauteur de 3,1 M€ les opérations fléchées (dont CPER) alors qu'il n'était en 2019 que de 2,3 M€. Les autres éléments globalisés du budget 2020 participent ainsi à hauteur de 2,1 M€ à ce résultat excédentaire 2020.

1.3.2. Variation de trésorerie et opérations sur comptes de tiers

L'excédent budgétaire précité de 5,2 M€ ne couvre pas la totalité de la variation de trésorerie de l'établissement, puisque la trésorerie de l'établissement est passé de 33,2 M€ au 31/12/2019 à 40,1 M€ à la clôture 2020, soit une variation de 6,9 M€ : ce niveau correspond à 126 jours de fonctionnement réel. Ceci s'explique par un volume significatif d'opérations sans impact budgétaire mais ayant un effet en trésorerie : il s'agit d'opérations gérées uniquement en comptes de tiers pour un montant cumulé de 1,7 M€, soit à hauteur du montant prévisionnel inscrit au BR2/2020 (cf. tableau n°5). Pour mémoire, elles représentaient déjà en 2019 un montant de 934 K€.

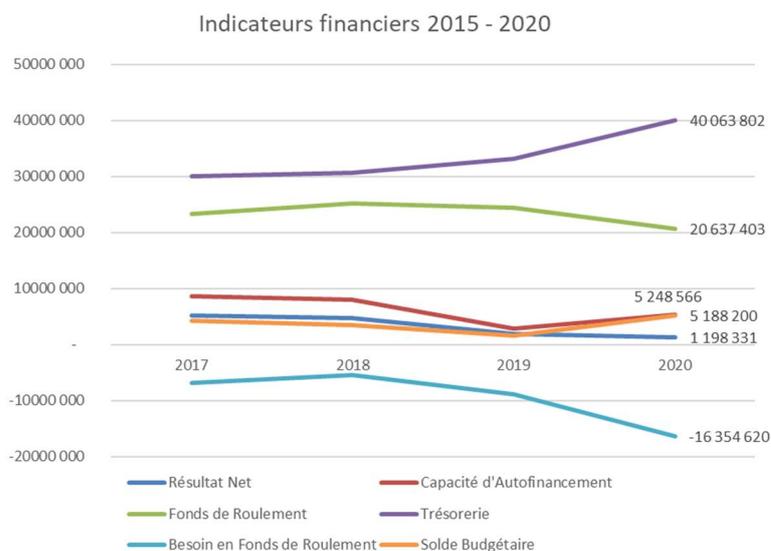
En 2020, le périmètre de ce qui est considéré comme des « opérations pour comptes de tiers » a pour partie évolué :

- ✓ les cautionnements versés au titre de la fondation Philippe Meyer participe, même de façon marginale (10 K€), à ce montant cumulé. Cela, c'était déjà le cas comme au cours des exercices budgétaires passés ;
- ✓ comme l'an passé, la participation du CNRS au fonctionnement d'Ecotron donne lieu à des encaissements du partenaire et à des reversements au fournisseur à hauteur de la prévision budgétaire ;
- ✓ en revanche, pour la première fois en 2020, deux financements européens obtenus en 2020 (H2020 Fetopen et Erasmus CBHE IBrain) et devant donner lieu à des reversements aux partenaires de l'ENS : ils étaient tous deux inscrits au budget 2020 et ont été exécutés avec un impact limité (+67 K€) en trésorerie. Il est précisé que ces opérations dites « d'intervention pour comptes de tiers » et pour laquelle l'ENS n'apporte pas de plus-value technique, ne figurent pas au budget de l'établissement. Seule la part utilisée par l'ENS est présente ;
- ✓ les opérations afférentes à la TVA sont sans impact budgétaire tant en encaissement (TVA collectée) qu'en décaissement (TCA déductible). La nature des opérations gérées par l'ENS conduit à des remboursements significatifs que l'ENS sollicitait ponctuellement jusqu'en 2019. En 2020, ces remboursements ont été demandés au fil de l'eau, ce qui a permis de lisser sur l'année ces crédits de TVA. Ceci a conduit à abonder en 2020 la trésorerie à hauteur d'1,2 M€ (contre +825 K€ en 2019 pour les motifs précités) ;
- ✓ enfin, un certain nombre d'opérations effectuées au cours de l'année ayant un impact en trésorerie n'ont pu être dénouées budgétairement : elles expliquent donc l'écart précité avec le résultat budgétaire. On rappellera à cet égard le volume important de recettes encaissées (cf. données comptables au § II) durant la semaine de fermeture de l'établissement entre les fêtes en fin d'année. Leur impact cumulé (et compensé) peut être évalué à 383 K€.

2 - Les données issues de la comptabilité générale

Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 56 et 57, fait référence à la comptabilité générale et indique notamment que « Les règles de comptabilité générale applicables aux personnes morales mentionnées à l'article 1er ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de l'action de ces personnes morales. Ces règles sont fixées » selon le recueil des normes comptables pour les établissements publics dont la dernière version a été publiée par arrêté du 22 février 2018. Les modalités d'application de ces normes à l'ENS sont détaillées dans l'annexe au compte financier. L'impact de l'application de ces normes comptables est ici évalué et retracé.

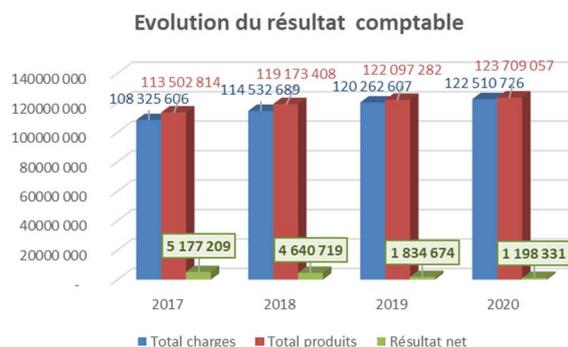
Les agrégats de la comptabilité générale, que sont le résultat de l'exercice (produits moins charges), la capacité d'autofinancement (charges décaissables moins produits encaissables principalement), le fonds de roulement (excédent des ressources stables sur les emplois permanents), la trésorerie (liquidités) et le besoin en fonds de roulement (soldes des dettes et créances) constituent toujours des indicateurs pertinents, en complément des données de la comptabilité budgétaire. Ces éléments de la situation financière à la fin 2020 et leur évolution depuis la mise en place de la GBCP sont retracés ci-contre.



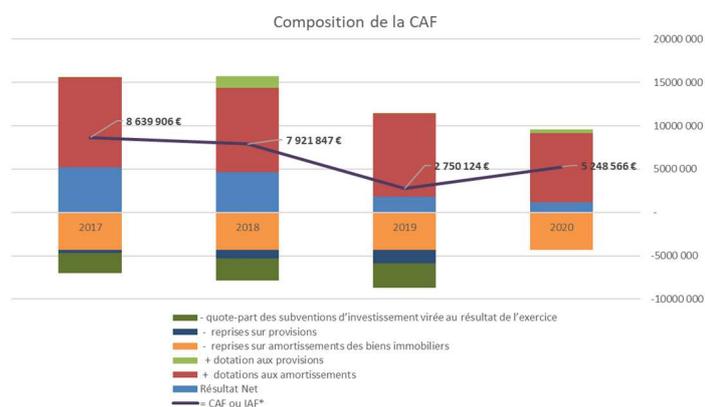
2.1 Résultat de l'exercice 2020 et principaux agrégats

2.1.1. Résultat comptable

Le résultat comptable correspond à la différence entre les produits et les charges rattachés à l'exercice. Le résultat comptable 2020 est arrêté à 1,2 M€, soit une réduction de -636 K€ par rapport à celui constaté à la clôture 2019 mais surtout par rapport aux années antérieures (par exemple, -3,9 M€ par rapport à la clôture 2017). Par rapport à la gestion, on constate en effet certes une augmentation des produits de l'établissement (+1,6 M€), notamment de la subvention ministérielle (SCSP) et des produits découlant des opérations pluriannuelles malgré une nette réduction des opérations d'ordre (reprise et quotes-parts sur financements d'actifs). Mais en parallèle les charges sont en augmentation en 2020 (+2,2 M€) en dépit d'une réduction des dotations aux amortissements et provisions (1,2 M€). Ceci en raison d'éléments tant conjoncturels que structurels détaillés ci-dessous. Les charges et produits donneront lieu ci-dessous à examen poste par poste.



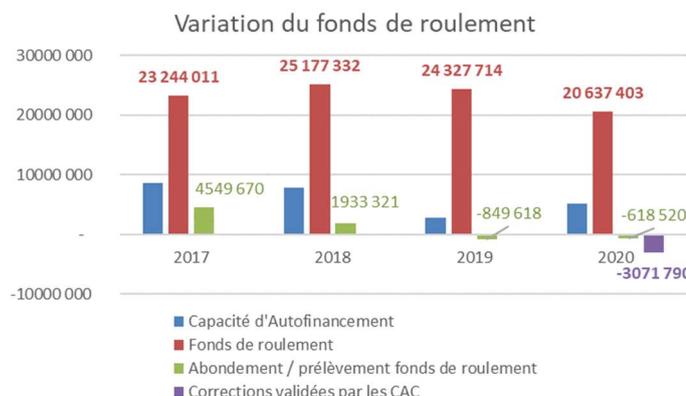
2.1.2. La capacité d'autofinancement



La capacité d'autofinancement (CAF), établie en 2019 à 2,7 M€ et prévue à 3,3 M€ au budget 2020, est arrêtée à 5,2 M€ pour 2020. Comme le montre le graphique ci-contre, la CAF a vu ses composantes évoluer de façon significative : contraction progressive du résultat comptable, réduction des amortissements, forte variation des provisions, stabilité des reprises pour les biens mis à disposition, quote-part non déterminée en 2020 pour les financements d'actifs.

2.1.3. Le fonds de roulement (FRNG)

Le fonds de roulement (net global) de l'établissement correspond à la différence entre ses ressources stables et ses emplois stables (=valeur brute de son actif). La variation de cet excédent contribue à mesurer la santé financière d'un établissement public. A l'ENS, son niveau reste élevé puisqu'il était de 24,3 M€ à la clôture 2019. Pour autant les investissements réalisés par l'établissement en 2020 ont été financés à 89 % au moyen de sa capacité de financement (CAF), c'est-à-dire que l'ENS est parvenue à dégager de son propre fonctionnement des capacités à investir quasiment sans puiser dans ses réserves. Le budget 2020, principalement au



moyen d'un résultat comptable prévisionnel beaucoup moins favorable mais avec des financements considérés comme définitifs, prévoyait un prélèvement sur le fonds de roulement très proche (-53 K€). Au final le prélèvement effectué est de 618 K€. On rappellera que, par le passé, l'établissement, au contraire, abondait de plusieurs millions d'euros au regard de ses résultats comptables et de ses investissements annuels. Mais les travaux, menés en accord avec les CAC, ont conduit à apporter à l'occasion de l'exercice des corrections significatives de ces résultats cumulés. Comme indiqué dans l'annexe, l'évaluation des recettes annuelles sur opérations pluriannuelles, ajustées à hauteur des dépenses réalisés, a donné lieu à une correction du report à nouveau de plus de 2,8 M€. A cela s'est ajoutée une estimation de 259 K€ de charges au titre des CDSN à régler aux établissements bénéficiaires, qui, elle aussi, a été comptabilisée en correction. Le montant ainsi cumulé de 3,1 M€ au titre de ces corrections réduit ainsi de façon importante le niveau du fonds de roulement.

Par conséquent, le fonds de roulement ainsi corrigé est ramené à 20,6 M€ ce qui représente un total de 65 jours de fonctionnement réel, soit un niveau prudentiel satisfaisant, qui permet à l'établissement de poursuivre sa politique immobilière.

2.2 Produits de fonctionnement

Le total des produits de fonctionnement s'élève à 123,7 M€ pour une prévision de 133 €, soit une différence importante de 9,3 M€ avec la prévision au BR2/2020, de façon très variable selon la nature des recettes concernées.

Produits	2019	2020	Variation en %	Variation
Droits de scolarité	694 213	747 824	8%	53 611
Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité	5 358 901	5 828 037	9%	469 136
Subventions	105 146 996	108 518 119	3%	3 371 123
Produits divers de gestion et produits financiers	2 220 375	4 269 111	92%	2 048 736
Reprises sur provisions et quotes-parts de subvention	8 676 797	4 345 966	-50%	-4 330 831
Total	122 097 282	123 709 057	1%	1 611 775

➤ Droits de scolarité

Les droits de scolarité représentent une recette annuelle de 747 K€ en augmentation de 8% (cf. focus Inscriptions au § 3-5), en augmentation de 53 K€ par rapport à la gestion 2019. Ceci, en dépit d'un volume restant important d'exonérations qui restent à la charge de l'établissement. Il est précisé que les recettes ici visées sont entendues au sens large et dépassent les seuls droits d'inscription stricto sensu : y figurent notamment les redevances générées par la laverie, les reversements effectués par certains établissements partenaires ainsi que certaines participations aux charges.

➤ Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité

Ce chapitre intègre une grande diversité de recettes

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
7066	PRODUITS DE LA RECHERCHE	80 430 €		- 80 430 €
70661	COLLOQUES	17 304 €	16 609 €	- 695 €
70662	PRESTATIONS DE RECHERCHE	793 954 €	505 582 €	- 288 372 €
70663	MESURES ET EXPERTISES	444 733 €	662 347 €	217 614 €
70664	VENTES DE PUBLICATIONS	91 014 €	70 723 €	- 20 291 €
7068	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	383 612 €	357 805 €	- 25 807 €
7083	LOCATIONS DIVERSES	328 115 €	98 188 €	- 229 927 €
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE		118 041 €	118 041 €
70842	REMBOURST CONTRATS DOCTORAUX N OU X	428 046 €	2 505 518 €	2 077 471 €
70881	HEBERGEMENT	2 168 798 €	1 107 666 €	- 1 061 132 €
70882	RESTAURATION	711 725 €	366 706 €	- 345 018 €
7135	VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS	- 88 831 €	18 853 €	107 684 €
Total général		5 358 901 €	5 828 037 €	469 136 €

Le dispositif des contrats doctoraux des autres Écoles Normales Supérieures et de l'École Polytechnique pris en charge par l'établissement est désormais pleinement opérationnel mais l'augmentation de 2 M€ de ces recettes s'explique principalement par le reversement par PSL de ses contrats doctoraux concernant des cohortes antérieures (pour 1,8 M€).

La forte réduction des recettes de d'hébergement (-1 M€) comme de restauration (-345 K€), que la prévision en BR2/2020 s'était efforcée d'anticiper, s'explique évidemment par la crise sanitaire et les réductions d'activités induites. Dans une moindre mesure, il en va de même pour les produits de l'édition (-20 K€).

En matière de recherche, on relèvera tout d'abord que les prestations de laboratoire se sont maintenues en dépit de la crise sanitaire : il est précisé que ne sont ici retracées que les prestations facturées à des tiers. De façon plus significative encore, les prestations de recherche sont en nette réduction (-288 K€) : cette situation s'explique par un changement d'estimation de ces produits, qui, en accord avec les Commissaires aux comptes (CAC) de l'établissement, sont désormais ajustés à la réalité des dépenses effectuées : cela peut conduire à la comptabilisation de produits constatés d'avance (PCA). Ceci, quels que soient les versements effectués, limite les fluctuations de ce type de produits et les risques induits de charges.

➤ Subventions

Les subventions connaissent des variations importantes sur la période :

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
7411	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION MINISTERE DE TUTELLE	86 367 358 €	89 713 872 €	3 346 514 €
7412	AUTRES MINISTERES	34 432 €	312 807 €	278 375 €
741311	ANR IA (inv d'avenir)	4 964 384 €	2 538 651 €	- 2 425 733 €
741312	ANR hors IA	2 866 136 €	7 358 362 €	4 492 226 €
7442	SUBVENTIONS DE LA REGION	1 312 652 €	1 944 334 €	631 682 €
7444	SUBVENT DES COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES	140 480 €	- 993 225 €	- 1 133 705 €
7446	SUBVENTION UNION EUROPEENNE	3 436 822 €	3 433 117 €	- 3 705 €
7447	SUBVENTIONS D'ORGANISMES INTERNATIONAUX	688 864 €	156 934 €	- 531 931 €
7448	AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES ET ORGANISM. INTERNATIONAUX	2 648 504 €	1 736 152 €	- 912 352 €
746	DONS ET LEGS	65 145 €	448 941 €	383 795 €
7481	PRODUIT VERS OUVRANT DROIT EXONER TAXE APPRENTISSAGE	43 830 €	45 424 €	1 594 €
7488	AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 578 389 €	1 822 751 €	- 755 637 €
Total général		105 146 996 €	108 518 119 €	3 371 123 €

Comme indiqué plus haut (§1-1) la subvention pour charges de service public (SCSP), portée à 89,7 M€, connaît une augmentation importante augmentation (+3,3 M€), principalement en raison de la montée en puissance précitée du dispositif de financement des CDSN (+2,4 M€) et de diverses mesures exceptionnelles COVID (+1,1 M€) ainsi que des mesures salariales liées aux COVID (+129 K€ à divers titres : prolongation des contrats, primes).

Les autres subventions sont restées, elles, stables (-24 K€) même si certaines connaissent une augmentation importante (+4,4 M€ pour l'ANR hors IA mais -1,1 M€ et -912 K€ respectivement pour les subventions des communes et celles des établissements publics) : il est difficile pour autant de tirer des conclusions dans la mesure où la méthode d'évaluation a, en accord avec les CAC de l'ENS, évolué sur la période. En effet comme précédemment à propos des prestations de recherche au titre de contrats industriels, les subventions ont été ajustées à hauteur des charges comptabilisées à ce jour qu'ils financent. Ici encore cela a pu donner lieu à comptabilisation d'un produit constaté d'avance qui neutralise le produit de la recette éventuellement émise à la réception des fonds. Cette méthode d'estimation n'ayant été effectuée en 2019 que sur un périmètre beaucoup plus restreint (hors contrats industriels et mécénat) et à hauteur des seules charges de l'année et non sur la totalité du financement prévu (depuis 2017 du moins...).

➤ Produits divers de gestion

Ces produits restent marginaux : on évoquera certes le versement au titre de la CVEC qui reste au niveau de celle constatée en 2019 mais surtout le produit de divers financements, notamment au titre du mécénat ainsi que des frais de gestion. On ajoutera que l'ENS, dans le cadre d'une procédure judiciaire, a obtenu un versement de 466 K€ de la part de l'AGRASC¹.

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
7516	DROITS D'AUTEUR ET DE REPRODUCTION	1 285 €	3 052 €	1 767 €
756	PRODUITS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF	490 €	-	490 €
7571	TAXES AFFECTEE (DONT CVEC°)	151 410 €	135 644 €	- 15 766 €
7583	PRODUIT DE GESTION PROVENANT DE L' ANNULATION DE DEPENSES SUR EXERCICES ANTERIEURS	641 175 €	365 183 €	- 275 992 €
7584	CONTENTIEUX / INTERETS MORATOIRES	1 632 €	-	1 632 €
7588	AUTRES	1 418 466 €	3 764 626 €	2 346 160 €
766	GAINS DE CHANGE	5 916 €	605 €	- 5 311 €
Total général		2 220 375 €	4 269 111 €	2 048 735 €

➤ Reprises et quotes-parts sur financements

Ces opérations d'ordre ont connu une forte fluctuation (-4,3 M€) au regard de leur nature particulière :

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
7811	REPRISES SUR AMORT DES IMMO INCORP ET CORPOR	4 340 008 €	4 340 008 €	- €
7813	QUOTE PART REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	2 775 808 €	-	- 2 775 808 €
7815	REPRISES SUR PROV RISQUES ET CHARGES D'EXPLOIT	1 340 914 €	5 959 €	- 1 334 955 €
7817	REPRISES SUR PROV DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	220 067 €	-	- 220 067 €
Total général		8 676 797 €	4 345 966 €	- 4 330 830 €

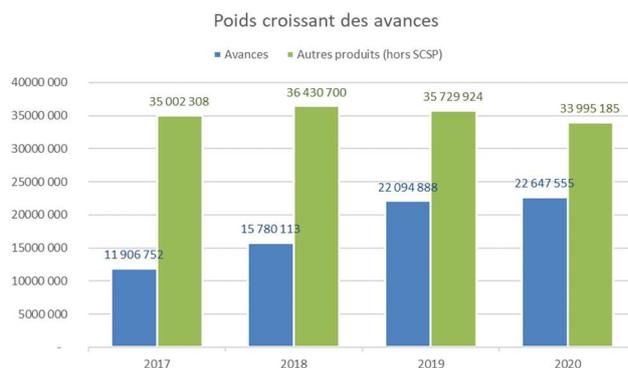
S'agissant des provisions, en 2020 seule la provision au titre l'allocation de retour à l'emploi a fait l'objet d'un ajustement marginal de 6 K€. En revanche, à la suite de la provision comptabilisée en 2018 à hauteur de 220 K€ pour dépréciation de comptes clients au titre des financements de CDSN restant à reverser, une reprise avait été constatée à proportion en 2019 : cette opération ne pouvait donc pas se reproduire en 2020.

Par ailleurs les reprises au titre des bâtiments mis à disposition par l'État ont certes été maintenues pour un montant de 4,3 M€. Compte tenu des travaux en cours relatifs à la qualité de l'actif et au regard de la réserve le concernant émise par les CAC, il a été considéré qu'il était difficile de renouveler la comptabilisation d'une quote-part affectée au résultat pour des biens et des financements d'actifs insuffisamment identifiés. En conséquence, cette recette d'ordre de 2,7 M€ n'a pas été renouvelée en 2020.

¹ Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués.

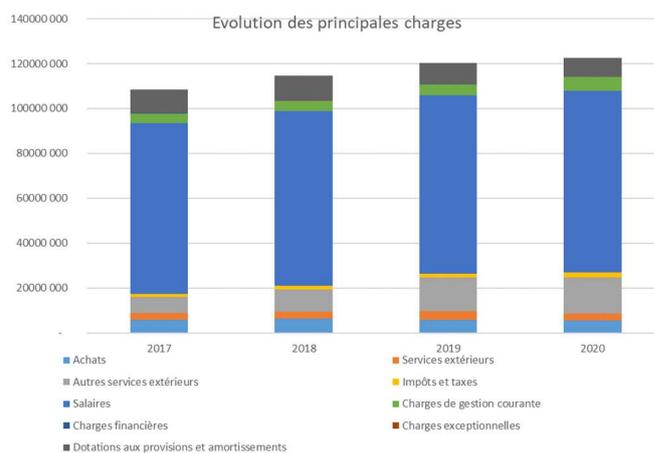
✓ Avances sur financement

Un court focus est ici proposé sur les avances reçues alors que celles-ci ne participent pas au résultat annuel comptable. En effet les fonds éventuellement versés par le financeur à l'organisme public avant l'acquisition du droit octroyant la subvention (notamment une décision d'attribution) sont considérés comme des avances et sont donc comptabilisés sur un compte dédié : il s'agit donc de mettre ici en exergue ces encaissements particuliers, qui bien que, ne contribuant pas aux produits de l'établissement, participent largement aux recettes budgétaires de l'établissement (cf. §1-1). Ces recettes sont en effet conditionnées par la réalisation des dépenses et charges telles que prévues dans la plupart des conventions. Elles impactent dès lors fortement, outre le résultat budgétaire de l'établissement, la trésorerie de l'établissement qui est ainsi « gagée » par ces recettes non encore dénouées. Cette déconnexion entre les mouvements de trésorerie (en encaissement et en décaissement) et les données comptables est un élément décisif de pilotage en « mode GBCP », tant pour les équipes administratives en charge des projets que pour la gouvernance de l'établissement, de ses départements et unités.



2.3. Charges de fonctionnement

Les charges 2020 représentent un montant total de 122,5 M€ soit une augmentation de 2,2 M€ avec l'exécution 2019 mais un niveau nettement inférieur aux prévisions de 2020 (-10,3 M€). Si leur volume global a pu varier au cours des derniers exercices de plusieurs millions d'euros (en moyenne 4 M€), leur répartition entre les différentes natures est restée relativement stable : 66 % de salaires, 16 % de services extérieurs, respectivement 4% et 5 % d'achats et de charges de gestion courante, seules les dotations aux provisions et amortissements représentant une moindre part de 7% (contre 8% en 2019 et 10 % en 2018). L'analyse par catégorie de dépenses montre certaines évolutions majeures.



Charges	2019	2020	Variation en %	Variation
Achats	5 973 566	5 436 175	-9%	-537 391
Services extérieurs	3 701 745	3 290 896	-11%	-410 849
Autres services extérieurs	15 175 508	16 123 278	6%	947 769
Impôts et taxes	1 711 704	2 093 827	22%	382 123
Salaires	79 377 649	80 914 693	2%	1 537 044
Charges de gestion	4 679 721	6 162 371	32%	1 482 650
Charges financières	49 978	93 284	87%	43 306
Dotations aux provisions et amortissements	9 592 736	8 396 201	-12%	-1 196 535
Total	95 411 787	97 660 377	2%	2 248 589

➤ Achats

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
6011	ALIMENTAIRES	489 606 €	278 120 €	- 211 487 €
6021	MATIERES CONSOMMABLES	- €	1 258 €	1 258 €
6026	EMBALLAGES	151 €	106 €	- 45 €
6031	VARIATION STOCKS DENREES ALIMENTAIRES	- 6 049 €	- 13 120 €	- 7 071 €
604	ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES	61 922 €	24 800 €	- 37 122 €
605	ACHAT DE MATERIEL EQUIPEMENT ET TRAVAUX	31 008 €	367 €	- 30 641 €
60611	ELECTRICITE	1 203 882 €	840 162 €	- 363 720 €
60612	CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	6 086 €	3 969 €	- 2 117 €
60613	GAZ	173 979 €	119 520 €	- 54 460 €
60614	CHAUFFAGE SUR RESEAU	782 797 €	689 653 €	- 93 144 €
60617	EAU	236 776 €	166 914 €	- 69 863 €
60618	AIR COMPRI ME ET AUTRES FOURNITURES NON STOCKABLES	36 309 €	76 135 €	39 826 €
6062	ACQUISITION DE PAPIER	28 850 €	14 072 €	- 14 777 €
6063	FOURNITURES ENTRETIEN ET PETIT EQUIPEMENT	1 290 222 €	1 834 472 €	544 250 €
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	157 612 €	102 413 €	- 55 199 €
6065	LINGE VETEMENTS DE TRAVAIL	30 376 €	13 478 €	- 16 898 €
6066	ANIMAUX	55 074 €	56 895 €	1 821 €
6067	FOURNITURES ET MATERIELS ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE	1 237 191 €	1 115 090 €	- 122 101 €
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES NON STOCKEES	157 773 €	111 872 €	- 45 901 €
Total général		5 973 566 €	5 436 175 €	- 537 391 €

L'impact de la crise sanitaire s'est nettement fait ressentir sur ce type de dépenses, de façon positive comme de façon négative : on relèvera ainsi la réduction des dépenses de fluide (électricité, gaz, eau, chauffage) pour un montant cumulé de -581 K€ et dans une moindre mesure de denrées alimentaires (-211 K€) et plus généralement de diverses fournitures (-176 K€), qui, de fait, « couvrent » largement l'acquisition de divers matériels et équipements en informatique et audiovisuel (+544 K€), engagés par l'ensemble des services mais à hauteur de 60 % par la Direction Générale des Services. Cette augmentation est essentiellement liée aux dépenses effectuées dans le cadre de la crise sanitaire. Enfin on notera que les matériels scientifiques restent globalement relativement stables.

➤ Services extérieurs

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	65 228 €	112 240 €	47 012 €
6135	LOCATIONS MOBILIERES	64 773 €	46 601 €	- 18 172 €
6152	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS	445 047 €	516 829 €	71 782 €
6155	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS	229 394 €	155 590 €	- 73 804 €
6156	MAINTENANCE	1 129 666 €	967 336 €	- 162 329 €
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES	183 491 €	127 996 €	- 55 494 €
6168	AUTRES ASSURANCES	1 750 €	46 555 €	44 806 €
617	ETUDES ET RECHERCHES	192 321 €	300 295 €	107 974 €
6181	DOCUMENTATION GENERALE	24 618 €	9 873 €	- 14 745 €
618311	ABONNEMENTS FRANCAIS	46 408 €	48 325 €	1 917 €
618312	ABONNEMENTS ETRANGERS	309 464 €	227 504 €	- 81 960 €
618321	OUVRAGES FRANCAIS	144 834 €	110 027 €	- 34 806 €
618322	OUVRAGES ETRANGERS	277 611 €	206 021 €	- 71 590 €
618331	OUVRAGES ELECTRONIQUES FRANCAIS	113 035 €	64 442 €	- 48 593 €
618332	OUVRAGES ELECTRONIQUES ETRANGERS	113 989 €	300 151 €	186 161 €
6184	REPROGRAPHIE	105 537 €	22 631 €	- 82 905 €
6185	FRAIS DE COLLOQUES SEMINAIRES CONFERENCES	256 051 €	28 484 €	- 227 567 €
619	RAB REM RIST OBTENUS SUR SERVICES EXTER	- 1 470 €	- 4 €	1 466 €
Total général		3 703 764 €	3 292 916 €	- 410 849 €

Les services extérieurs connaissent aussi une nette réduction de 410 K€ notamment lieu à la quasi absence de frais de colloques (-227 K€) et de reprographie (-83 K€) alors que les achats de documentation et ouvrages sont restés limités (+49 K€ soit +5%).

➤ Autres services extérieurs

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
6211	PERSONNEL INTERIMAIRE	116 936 €	105 045 €	- 11 891 €
6214	PERSONNEL DETACHE OU PRETE	7 793 717 €	10 982 298 €	3 188 580 €
6226	HONORAIRES	433 510 €	300 689 €	- 132 821 €
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	40 €	381 €	341 €
6228	DIVERS	437 417 €	86 257 €	- 351 160 €
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	36 088 €	33 804 €	- 2 284 €
6232	ECHANTILLONS	- €	- €	- €
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	20 331 €	815 €	- 19 516 €
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	75 319 €	84 323 €	9 004 €
6237	PUBLICATIONS	225 796 €	214 612 €	- 11 184 €
6238	DIVERS	27 253 €	112 278 €	85 025 €
6241	TRANSPORTS SUR ACHATS	39 024 €	95 728 €	56 704 €
6242	TRANSPORTS SUR VENTES	66 €	77 €	10 €
6243	TRANSPORTS ENTRE ETABLISSEMENTS	- €	4 131 €	4 131 €
6244	TRANSPORTS ADMINISTRATIFS	21 343 €	49 061 €	27 717 €
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	3 375 €	1 414 €	- 1 961 €
6248	DIVERS	32 691 €	137 024 €	104 333 €
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	732 143 €	249 676 €	- 482 467 €
6254	FRAIS D'INSCRIPTION AUX COLLOQUES	99 922 €	34 449 €	- 65 473 €
6255	FRAIS DE DEMENAGEMENT	6 263 €	20 704 €	14 440 €
62561	MISSIONS PERSONNELS DE L'EPSCP	387 462 €	117 588 €	- 269 874 €
62562	MISSIONS ETUDIANTS	337 580 €	144 993 €	- 192 587 €
62563	MISSIONS PERSONNALITES EXTERIEURES	568 662 €	143 173 €	- 425 489 €
6257	RECEPTIONS	581 628 €	115 543 €	- 466 085 €
6264	TELEPHONE	95 015 €	86 713 €	- 8 303 €
6265	AFFRANCHISSEMENTS	89 860 €	26 039 €	- 63 821 €
6266	INTERNET	64 926 €	55 281 €	- 9 645 €
6267	LIAISONS INFORMATIQUES SPECIALISEES	20 021 €	5 339 €	- 14 682 €
6272	COMMISSIONS SUR CARTES BANCAIRES	5 018 €	2 053 €	- 2 965 €
6278	AUTRES FRAIS ET COMMISSIONS	8 196 €	1 380 €	- 6 816 €
6281	(COTISATIONS...)	191 173 €	349 072 €	157 899 €
6282	BLANCHISSAGE	37 177 €	1 025 €	- 36 152 €
6283	FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL DE L'ETS	220 780 €	262 813 €	42 032 €
6284	FRAIS DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL	16 578 €	12 336 €	- 4 242 €
6286	CONTRATS DE NETTOYAGE	625 376 €	851 934 €	226 559 €
62881	AUTRES PRESTATIONS EXTERIEURES DIVERSES	1 790 305 €	1 423 286 €	- 367 019 €
62885	FACTURATION DES PAYES A FACON EFFECTUEES PAR LE TRESOR	34 517 €	11 946 €	- 22 571 €
Total général		15 175 508 €	16 123 278 €	947 769 €

Concernant les autres services extérieurs, ici aussi, les effets de la crise sanitaire, se font clairement ressentir : les frais de mission (-890 K€ soit -69%), les frais de réception (-466 K€ soit -80 %), diverses prestations de service

(-367 K€), alors même que la suspension des prestations de nettoyage lors du 1^{er} confinement n'a pas eu d'effet (+226 K€) sur la gestion 2020 dans l'attente de la finalisation des avenants afférents conformément aux recommandations de la Direction des Achats de l'État. L'augmentation importante de 3,1 M€ pour les personnels prêtés ou détachés correspond en réalité principalement aux charges de reversement des CDSN auprès des différents établissements bénéficiaires : cette variation correspond, non seulement à la montée en puissance progressive de la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif (conventionnement et mise en paiement), mais surtout elle est la traduction de la comptabilisation d'une charge à payer (*supra*) de 1,7 M€ pour les reversements à effectuer aux termes des conventions signées et dans l'attente d'une facturation par les établissements partenaires. Cet impact est donc extrêmement significatif dans le volume des charges de l'établissement.

➤ Impôts et taxes

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	1 265 643 €	1 292 413 €	26 770 €
6332	COTISATION FNAL (ARTICLE L 834-1-1° DU CODE SECURITE SOCIALE)	214 502 €	219 036 €	4 534 €
63512	TAXES FONCIERES	4 304 €	2 882 €	- 1 422 €
63513	AUTRES IMPOTS OU TAXES A CARACTERE LOCAL	74 133 €	158 283 €	84 150 €
6358	AUTRES DROITS	3 756 €	2 040 €	- 1 716 €
6372	TAXES PERGUES PAR ORGAN PUBLICS INTERNAT	282 €	279 €	- 2 €
6374	IMPOTS ET TAXES EXIGIBLES A L'ETRANGER		383 €	383 €
6378	TAXES DIVERSES	149 084 €	418 509 €	269 426 €
Total général		1 711 704 €	2 093 827 €	382 123 €

Les impôts et taxes connaissent une augmentation importante (+476 K€ soit +28 %), pour deux causes principales :

- Parmi les taxes diverses, à la contribution déjà importante au titre du FIPHFP 2020 pour 212 K€, s'ajoute un rappel de 194 K€ pour la période antérieure : un recours est en instance auprès du FIPHFP pour en réduire partiellement le montant mais en l'état la charge est bien due ;
- Un montant cumulé de taxes de balayage, pour partie suite à rappels reçus en 2020, a été comptabilisé pour 90 K€.

➤ Salaires et charges sociales

Les charges de personnel sont en nette augmentation pour 1,5 M€ (2% de variation) pour les raisons indiquées dans le focus dédié (cf. § 3-1). On précisera seulement en termes méthodologiques que la réduction de charges constatés en matière de congés à payer s'explique seulement par l'extourne de la charge à payer 2019 décomptée au titre du Compte Épargne Temps (CET), imputée en 2020 en tant que provision, en conformité avec la réglementation relative aux modalités de comptabilisation des passifs sociaux (cf. annexe). Le changement d'organisation des jurys de concours CPGE 2020, et notamment la suppression des oraux, en dépit de la mise en place de la prime d'harmonisation, a généré une réduction de charges de -196 K€.

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
64111	REMUNERATIONS PRINCIPALES	43 304 285 €	44 450 649 €	1 146 364 €
641121	REMUNERATIONS ACCESSOIRES	1 439 280 €	1 243 644 €	- 195 636 €
6412	CONGES PAYES	- €	199 274 €	- 199 274 €
6413*	PRIMES ET GRATIFICATIONS INDEMNITES AVANTAGES	3 122 661 €	3 339 436 €	216 774 €
641328	PRIME COVID 19		45 720 €	45 720 €
6415	SFT - SUPPLEMENT FAMILIAL ABATTEMENT INDEMNITAIRES ET REVERSEMENTS DIVERS	51 632 €	12 823 €	- 38 809 €
645*	COTISATIONS (Totalisées)	30 506 383 €	30 997 950 €	491 567 €
647* et 648	PRESTATIONS DIRECTES ŒUVRES SOCIALES - MEDECINE TRAV et AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	953 406 €	1 023 745 €	70 339 €
Total général		79 377 649 €	80 914 693 €	1 537 044 €

➤ Charges de gestion et charges financières

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
6511	REDEV CONCESS BREVETS LOGICIELS MARQUES	392 187 €	352 136 €	- 40 052 €
6516	DROITS D'AUTEURS ET DE REPRODUCTION	13 397 €	6 219 €	- 7 178 €
654	CHARGES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	3 747 €	534 €	- 3 213 €
65710	BOURSES D'ACCUEIL	1 831 724 €	1 943 569 €	111 845 €
65712	FONDS D'AIDE ETUDIANTS		59 400 €	59 400 €
65714	GRATIFICATIONS DE STAGIAIRES	214 781 €	257 135 €	42 353 €
65731	GRATIFICATIONS DE STAGE BOURSIERS	178 479 €	100 504 €	- 77 975 €
65732	GRATIFICATIONS DE STAGE - REVERSEMENT AUX ENTREPRISES	7 042 €	7 436 €	394 €
6576	SUBVENTIONS DIVERSES	1 096 810 €	2 279 030 €	1 182 221 €
6578	AUTRES CHARGES SPECIFIQUES	268 314 €	950 374 €	682 060 €
6581	PENALITES		40 €	40 €
6583	CHARG GESTION PROV ANNUL OR EXERC ANTER	671 890 €	205 530 €	- 466 360 €
6588	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION	1 350 €	466 €	- 884 €
Total général		4 679 721 €	6 162 371 €	1 482 650 €

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
666	PERTES DE CHANGE		8 680 €	8 680 €
6683	CHARG FINANC PROV ANNUL D'OR EXERC ANTERIEURS		339 €	339 €
6688	AUTRES CHARGES FINANCIERES	49 978 €	84 265 €	34 287 €
Total général		49 978 €	93 284 €	43 306 €

Parmi les charges de gestion, les subventions versées sont en forte augmentation, en raison du dénouement financier d'un certain nombre de conventions (Fondation ENS : 341 K€ ; CNRS : 360 K€ ; UVSQ : 231 K€, ESPCI 160 K€ ; CRI : 81 K€ etc...).

La variation du montant des charges financières se révèle peu significative et probablement très conjoncturelle selon la destination des virements effectués à l'étranger. Mais il est certain que la généralisation progressive des encaissements (restauration, hébergement, droits d'inscription) ait généré une nette croissance des frais bancaires sur cartes bancaires (contrairement aux autres modes de paiement).

➤ Dotations aux amortissements et provisions

Imputation	Libellé	2019	2020	Variation 2019/2020
6811	DOTATION AMORT IMMOB INCORPOR ET CORPORELLES	9 578 841 €	7 983 579 €	- 1 595 262 €
6815	DOTATION AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION	13 895 €	412 622 €	398 727 €
Total général		9 592 736 €	8 396 201 €	- 1 196 535 €

Les opérations d'ordre, comme indiqué plus haut à propos de celles en produits, ont fait l'objet d'évolutions importantes :

- ✓ En matière d'amortissements : les travaux de fiabilisation de l'actif demandés par les CAC au regard de leur réserve ont débuté en 2020 par l'intégration dans un nouveau système d'information (Neptune), permettant la liquidation automatique des amortissements à compter de la date de mise en service des biens. Ceci a conduit à constater une dotation annuelle nettement moindre que celle jusqu'alors comptabilisée ;
- ✓ En matière de provisions : si en 2019 des reprises avaient été comptabilisées (notamment au titre des CDSN), des provisions ont été comptabilisées en 2020 à deux titres : d'une part une provision au titre du CET pour 288 K€ a été comptabilisée cette fois-ci de façon distincte de la charge à payer décomptée au titre des congés non pris ; d'autre part la provision pour dépréciation des comptes clients a été complétée à hauteur de 123 K€, selon la méthodologie déjà mise en œuvre pour les créances les plus anciennes (cf. annexe).

Conclusion

Si l'ENS dégage un résultat budgétaire nettement différent de la prévision initiale comme rectificative de 2020, les impacts de la crise sanitaire, difficilement évaluables, l'expliquent assurément en grande partie. Le caractère positif de ces résultats doit certes être retenu tout comme la bonne santé financière de l'établissement, notamment au regard du niveau de son fonds de roulement et de sa trésorerie. Il est aussi nécessaire de souligner les travaux de fiabilisation des données budgétaires (notamment pour ce qui concerne les recettes globalisées) comme pour celles comptables, à l'issue de travaux de certification des comptes, pour ce qui concerne tant le suivi de l'actif que l'évaluation des produits pluriannuels de l'établissement.

Les résultats ici présentés montrent la capacité de l'ENS à poursuivre son activité, même dans des conditions fortement dégradées en raison des circonstances sanitaires. Ils montrent aussi les marges de progrès attendus par la gouvernance, par la tutelle comme par les Commissaires aux comptes de l'École.

Dans ces conditions et afin de poursuivre ces efforts, d'autres travaux devront être menés sur l'année 2021 : inventaire de l'actif, fiabilisation des financements afférents, suivi budgétaire infra et pluriannuelle, gestion des opérations fléchées... La mise en place d'un dispositif formalisé de contrôle interne comptable et budgétaire, dont l'avancement sera régulièrement présenté aux instances de gouvernance de l'établissement y participera aussi, même si les effets attendus ne seront probablement visibles que dans la durée.

Les chantiers à mener dans le courant de l'année 2021, initiés dans la continuité de la crise sanitaire de 2020, devront être adaptés et ajustés aux contraintes ainsi générés.

Focus 1 : évolution de la masse salariale entre 2019 et 2020

1. Analyse comparative des dépenses de masse salariale et des ETPT entre 2019 et 2020.

Le plafond d'emploi exécuté en 2020 s'élève à 1 673 ETPT (équivalent temps plein travaillé) contre 1 637 ETPT en 2019. Il s'inscrit dans une autorisation budgétaire de 1 770 ETPT dont 1 387 ETPT sur plafond fixé par l'État au budget rectificatif n°2 de 2020 (1 752 ETPT dont 1 400 ETPT sur plafond fixé par l'État en 2019). Sur l'ensemble du périmètre de la subvention pour charges de service public et des ressources propres de l'École, on note une augmentation en exécution avec une hausse de 36 ETPT entre 2019 et 2020 (elle était en augmentation de 20 ETPT entre 2018 et 2019). Cette variation s'explique par une progression importante du nombre de contrats doctoraux (+65 ETPT) compensée par une baisse significative des recrutements contractuels chercheurs et BIATSS sur les contrats de recherche et une diminution des BIATSS sur les ressources propres de l'établissement. Ces variations sont principalement imputables à la crise sanitaire ayant impacté les activités de recherche.

La consommation annuelle 2020 du plafond des autorisations d'emplois sur subvention État (hors contrats doctoraux) est en légère hausse (+7,7) par rapport à celle de 2019. On constate une légère augmentation des emplois de titulaires (+2,5 ETPT) et une hausse des emplois contractuels (+5,2 ETPT).

2. Dépenses de masse salariale

En 2020, la crise sanitaire altère de façon inégale le niveau des dépenses de masse salariale sur les plafonds État et ressources propres. Les mesures salariales relatives aux effets conjoncturels de cette situation exceptionnelle représentent une dépense supplémentaire de 215 K€ (prime COVID, prolongation des contrats doctoraux).

Malgré ce contexte exceptionnel, les dépenses de masse salariale de l'École continuent de progresser. En effet, les dépenses totales de masse salariale des personnels « ENS », titulaires et contractuels, augmentent entre les deux exercices de 1 672 K€ malgré le ralentissement des recrutements contractuels sur projet de recherche.

Cette progression des dépenses provient majoritairement de la forte augmentation du nombre de contrats doctoraux pris en charge par l'ENS (+1 997 K€ pour +65 ETPT) à laquelle s'ajoute un coût supplémentaire de 1 136 K€ sur la masse salariale du plafond État.

Ces hausses des dépenses sont partiellement compensées par une baisse des dépenses relatives aux recrutements de personnels enseignants chercheurs et BIATSS sur les ressources propres de l'établissement et les contrats de recherche (-1 462 K€).

Entre 2019 et 2020, la consommation des ETPT sur le plafond d'emplois État est en légère hausse. L'accroissement des dépenses de masse salariale (+1 136 K€) s'explique donc prioritairement par la mise en œuvre de la politique RH de l'établissement qui s'appuie notamment sur les orientations suivantes :

- ✓ Le soutien au potentiel d'enseignement et de recherche par l'accroissement du nombre de poste de titulaire
- ✓ Représentation des emplois et amélioration des progressions de carrière des personnels BIATSS ayant pour conséquence une baisse des emplois de catégorie C au profit des catégories B et A,

En matière d'emplois contractuels (hors CDI et hors contrats doctoraux), on observe une augmentation des dépenses sur le plafond État (+268 K€) qui s'explique par un renforcement du soutien à l'enseignement et à la recherche.

En revanche, on constate un recul des dépenses sur les ressources propres de l'établissement avec notamment une baisse des vacances (-270 K€) et un ralentissement conjoncturel des recrutements pour des emplois saisonniers ou liés à des surcroits d'activité (-492 K€).

Par ailleurs, les effets de la crise sanitaire se sont traduits par une baisse significative des recrutements de contractuels sur contrats de recherche notamment sur les fonctions support et soutien. Les dépenses de masse salariale ont diminué de 612 K€ entre 2019 et 2020.

3. Analyse de la variation de la masse salariale 2018 - 2019 par la méthode des écarts successifs²

Variation de la masse salariale et des ETPT entre 2019 et 2020

Variations		
Périmètres	MASSE SALARIALE	ETPT annuels
Total ENS	1 671 849	36
dont périmètre MES	-120 015	-28
dont élève	-14 696	-1
dont contrats doctoraux	1 990 723	65
dont périmètre spécifique	-184 163	

La variation de la masse salariale entre 2019 et 2020 est de + 1 672 K€, pour 36 ETPT supplémentaires.

L'étude développée ci-dessous concerne le périmètre de la MES (Méthode des Écarts Successifs).

Cette méthode a pour but de qualifier cette évolution en déterminant la part relevant de l'effet des recrutements (ou effet volume) qui relève de décisions de l'ordonnateur, de la part relevant de l'évolution naturelle des rémunérations (effet prix). En outre, l'ensemble de la masse salariale ne suit pas une évolution mécanique : l'évolution des prestations sociales, des heures de cours complémentaires, ou de certaines primes, comme la "prime Covid" versée en 2020 (qui aboutirait à une augmentation des primes moyennes si elle n'était pas retraitée avant analyse) ne sont pas liées directement à la politique RH. Ces éléments sont regroupés dans un périmètre spécifique. Nous avons donc défini un périmètre mécanique d'analyse de la MES et un périmètre spécifique qui n'est pas directement relié aux choix de ressources humaines propres à l'établissement. Au sein du périmètre MES, on enregistre une baisse de la masse salariale de -120 K€ pour -28 ETPT.

Par ailleurs, on observe :

- ✓ sur le périmètre des élèves, une baisse de la masse salariale de -15 K€ pour -1 ETPT.
- ✓ sur le périmètre des contrats doctoraux, une forte augmentation de la masse salariale de + 1 991 K€ pour +65 ETPT due à la récupération des contrats doctoraux de PSL en 2020.

² La méthode des écarts successifs vise à expliquer les principaux déterminants des variations relatives à la masse salariale. La majorité des éléments de rémunération composant la masse salariale varient en raison d'effets mécaniques, issus de la variation des effectifs (effet volume) et de la variation du coût des agents (effet prix). Toutefois, une partie de la variation de la masse salariale est indépendante (des plafonds d'emplois notamment) et varie de manière autonome : c'est le périmètre spécifique (heures de cours complémentaires, vacances, rémunérations des jurys et prestations sociales). Ce périmètre est donc exclu du périmètre d'analyse de la méthode des écarts successifs.

- ✓ sur le périmètre spécifique, une baisse de la masse salariale de -184 K€ en raison de la diminution des heures de cours complémentaires, des vacances et des rémunérations des jurys et ce, malgré la hausse de 46 K€ due à la prime "Covid" versée en 2020.

Il convient de noter que la baisse de la masse salariale (-120 K€) représente -0,3 % du total des dépenses en 2019 (44 849 K€) au sein du périmètre MES.

Tableau de synthèse de l'analyse de la Méthode des Ecart Succésifs									
PERIMETRES	POPULATIONS	Rémunération Principale		Primes		Charges Patronales	TOTAL	Variation ETPT	N°
		Impact évolution effectif	Impact évolution rémunération	Impact évolution effectif	Impact évolution primes				
DEPENSES GLOBALISEES (Subventions ETAT + Ressources propres globalisées)	Enseignants Permanents (Titulaires + CDI)	-44 569	156 654	-4 085	77 140	130 501	315 641	-1	1
	BIATSS Permanents (Titulaires + CDI)	99 726	122 789	-9 652	178 282	160 600	551 746	4	2
	Enseignants NON Permanents (CDD)	73 383	35 018	9 698	-9 986	50 056	158 170	2	3
	BIATSS NON Permanents (CDD)	-382 794	69 864	-13 557	-6 142	-149 103	-481 731	-14	4
Total		-254 253	384 324	-17 595	239 295	192 055	543 826	-9	
CONTRAT DE RECHERCHE	Enseignants	-334 601	31 481	-6 638	51 440	-120 401	-378 720	-8	5
	BIATSS	-307 173	101 445	-1 788	5 888	-83 493	-285 122	-11	6
Total		-641 774	132 926	-8 427	57 328	-203 894	-663 841	-19	
TOTAL		-896 028	517 250	-26 021	296 623	-11 839	-120 015	-28	

En définitif, la diminution de -120 K€ de la masse salariale entre 2019 et 2020 provient de la baisse des dépenses sur les agents non permanents (-987 K€ pour -31 ETPT) issue majoritairement des contrats de recherches (-664 K€ pour -19 ETPT) qui est partiellement compensée par une augmentation de la masse salariale des agents permanents (+867 K€ pour +3 ETPT).

L'augmentation de la masse salariale des permanents est le résultat du repyramidage et de l'avancée des carrières (+279 K€ - impact évolution rémunération) mais aussi de la hausse des primes moyennes (+255 K€ - impact évolution primes). La hausse des charges patronales de +291 K€ est la conséquence des variations sur la rémunération principale (impacts évolutions effectif et rémunération moyenne).

N°	Commentaires
1	L'augmentation de 316 k€ de la masse salariale des enseignants permanents est due à une augmentation de la rémunération principale moyenne (+157 k€) qui engendre une hausse des charges patronales (+131 k€). Il convient de noter que la hausse de la PEDR représente 56 k€ et que la baisse de -1 ETPT observée concerne les professeurs agrégés.
2	L'augmentation de 552 k€ de la masse salariale des BIATSS permanents est expliquée par une augmentation des primes moyennes de 178 k€ (IFSE), ainsi que par le repyramidage et l'avancée des carrières qui représentent 123 k€. Par ailleurs, le recrutement de 4 ETPT annuels nous a coûté 100 k€. Enfin, l'impact de ces mesures sur les charges patronales s'établit à 161 k€.
3	L'augmentation de 158 k€ de la masse salariale des enseignants non permanents est essentiellement expliquée par une hausse des ETPT (+2) dont le coût est de 73 k€ sur la rémunération principale. Cette dernière explique également l'augmentation des charges patronales de 50 k€.
4	La diminution de - 482 k€ de la masse salariale des BIATSS non permanents est due à la baisse significative des ETPT (-14) qui représente -383 k€ sur la rémunération principale.
5	La baisse observée de -379 k€ de la masse salariale des enseignants-chercheurs découle d'une diminution des ETPT (-8) à hauteur de -335 k€.
6	La variation de -285 k€ de la masse salariale des BIATSS est essentiellement expliquée par la baisse importante des effectifs (-11 ETPT) représentant -307 k€ sur la rémunération principale. Il convient de noter que cette baisse est partiellement compensée par une augmentation de la rémunération principale moyenne (+101 k€)

Focus 2 : surcoûts générés par la crise sanitaire

La production du compte financier 2020 est l'occasion de dresser un bilan des impacts de la pandémie sur les recettes et les dépenses de l'établissement. Ce bilan, nécessairement partiel du fait des multiples conséquences de la Covid sur l'ensemble de nos activités, permet cependant une première quantification des moyens mobilisés par l'établissement, et la tutelle, pour répondre aux problématiques rencontrées. Il est centré sur les impacts financiers supportés principalement par les services de l'établissement. Ce bilan ne prend pas en compte les dépenses supportées par les départements et les laboratoires l'établissement.

Concernant la baisse des recettes, l'impact est au moins de 1 241 K€, soit 873 K€ sur l'hébergement (-40% par rapport à 2019) et 371 k€ pour la restauration (-52% par rapport à 2019), qui font chacun l'objet d'un focus particulier au sein du compte financier 2020.

Concernant la hausse des dépenses, nous avons identifié une mobilisation des crédits de 494 k€, répartis de la manière suivante :

Informatique /audio-vidéo	283
Protection /gel / masque	201
Divers	10
Total (K€)	494

Les dépenses liées à l'enseignement représentent 127 K€ (principalement l'acquisition de matériel audio / vidéo), l'achat d'ordinateurs pour équiper les personnels à 121 K€, tandis que l'achat de masques a représenté 108 K€.

De plus, l'établissement a également prolongé 31 contrats sur 2020 (28 contrats doctoraux et 3 post doc) pour un cumul de 81 mois, soit un coût de 205 K€, dont une grande partie sera financée par le ministère³.

Enfin, il convient de rappeler que la DGESIP nous a versé une subvention de 1 100 K€ en 2020 au titre de « l'accompagnement financier [...] au titre des surcoûts supportés par [l'ENS] dans le cadre de la crise sanitaire ».

³ Le montant total du financement ne nous a pas été notifié à la date où nous rédigeons ce document.

Focus 3 : activité restauration à la clôture 2020

Évolution du Chiffre d'affaires TTC

K€	2019	2020	2020-2019	%
Chiffre d'affaires	1 649	802	-848	-51%
Nombre passages	199 364	98 053	-101 311	-51%

source logiciel RestOffice

La baisse des recettes de 2020 est justifiée par :

- ✓ les mouvements sociaux dans le pays entre janvier et février 2020, qui avaient eu des effets sur les moyens de transport en Île de France et donc de la fréquentation du restaurant ;
- ✓ les mesures de confinement puis de reprise partielle du travail en présentiel et la mise en place du travail à distance au sein de l'ENS.

Tout ceci a eu pour conséquence une chute du chiffre d'affaires (CA) de plus de 50 %. La fréquentation a elle aussi baissé de plus de 50% concernant le nombre de passages cafétéria et self confondus.

Évolution des dépenses (crédits de paiements)

K€	2019	2020	2020-2019	%
Dépenses	1 259	1 211	-48	-4%
Dont personnel	614	675	+61	+10%
Dont investissement	0	62	62	
Dont fonctionnement	645	536	-109	-17%

source GFC dépenses

La baisse des dépenses n'est pas corrélée avec cette chute du chiffre d'affaires pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'évolution du contexte sanitaire n'a eu aucun impact sur les dépenses liées aux agents du restaurant, qui représente une part importante des dépenses (56% en 2020). L'augmentation est due au recrutement d'un chef de cuisine et d'un agent de restauration pour remplacer une personne détachée à Jourdan dans le cadre de la convention avec le CROUS de Paris.

Par ailleurs, nous avons recommencé à investir en 2020, pour 62 k€ afin de renouveler du matériel obsolète et énergivore (cellule de refroidissement, lave batterie, extracteur magnétique à couverts).

Ainsi, l'impact à la baisse du chiffre d'affaires a entraîné une diminution des dépenses de fonctionnement, notamment sur les matières premières, mais n'a pas impacté les dépenses liées à la maintenance, comme le montre le tableau suivant :

Évolution des dépenses de fonctionnement (crédits de paiement) source GFC Dépenses

K€	2019	2020	2020-2019	%
Fonctionnement	645	536	-109	-17%
Denrées alimentaires	481	276	-205	-43%
Intérim, formation	106	101	-5	-4%
Non alimentaire	77	56	-21	-27%
Maintenance	51	55	+4	+8%
Prestations internes	-71	-13	-58	-82%

Si la maintenance est restée globalement stable (+4 K€), la consommation de denrées alimentaires diminue de 43 % par rapport à 2019 alors que le chiffre d'affaires a diminué de plus de 50 %. Cet écart se justifie pour partie en raison des nouvelles normes de la loi Egalim qui préconisent 50 % d'achats labellisés (agriculture biologique, circuits courts ou en conversion Bio), ce qui génère un surcoût d'environ 10% par rapport aux denrées conventionnelles.

La perte de ressources liée à l'arrêt des prestations internes a pesé de façon non négligeable sur l'équilibre financier du restaurant (-82% sur cette ligne).

Par ailleurs, les contenants pour la vente à emporter étant devenus systématiques suite aux mesures sanitaires, une augmentation significative des dépenses sur ce poste est à noter (+10 K€), alors que les dépenses non alimentaires (habillement, équipement) ont diminué de façon significatives (-27%), par la mise en place de marchés publics (blanchisserie par exemple) et des mesures de « bonne gestion ».

Pour les dépenses d'intérim, nous avons dû substituer une partie de notre personnel pour le fonctionnement du restaurant (3 personnes) au titre de leur maintien à domicile pour des raisons médicales, ce qui n'a pas permis de baisser significativement les dépenses sur ce poste. Il convient de noter, en outre, que 30% des dépenses d'intérim 2020 concernent des factures de 2019.

Focus 4 : Inscriptions 2020/21

BILAN FINANCIER INSCRIPTIONS RENTREE 2020

Formation	Total inscriptions	Somme à payer - tarif inscription	Somme à payer - tarif césure	Total recettes	Total exonérations à la charge de l'ENS
Master	547	243 € pour UE 3770 € hors UE	159 € pour UE 2513 € hors UE	108 222 €	95 958 €
DENS	1426	210 € les 3 1ères inscriptions 0 € au-delà de la 3ème inscription	/	196 140 €	77 910 €
Préparation à l'agrégation	110	0 € normaliens 256 € hors normaliens	/	7 168 €	17 152 €
Doctorat	561	380 €	253 €	197 625 €	18 430 €
HDR	16	380 €	/	6 080 €	/
Total	2 660			515 235 €	209 450 €

2 660 étudiants se sont inscrits à l'ENS pour l'année universitaire 2020-2021 en date du 31/12/2020. Les droits d'inscriptions s'établissent à 515 K€ (hors redevance...), dont 38% pour le doctorat, 38% pour le DENS et 21% pour les Masters. Les exonérations à la charge de l'ENS représentent 209 K€. Elles concernent majoritairement les Masters pour 95 K€ et le DENS pour 78 K€.

Il est précisé que le niveau des recettes, indiquées ci-dessus, est celui de celles perçues sans prise en compte des remboursements émis par la suite.

BILAN DES EXONERATIONS RENTREE 2020

		Master	DENS	préparation agrégation	doctorants	HDR	Total
Inscriptions		547	1 426	110	561	16	2 660
total exonérations		122	523	82	49	0	776
% exonération		22%	37%	75%	9%	0%	29%
boursier CROUS		88	125	15	4		232
boursier gouvernement français		5					5
total exonérations ENS		29	398	67	45	0	539
% exonération ENS		5%	28%	61%	8%	0%	20%
commission d'exonération		2			6		8
4ème, 5ème ou 6ème année DENS			397				397
double inscription (dont cotutelle thèse)			1		13		14
normaliens				67			67
soutenance avant le 30/04/2021					26		26
inscription extra-communautaires (243 € au lieu de 3 770€)		27					27

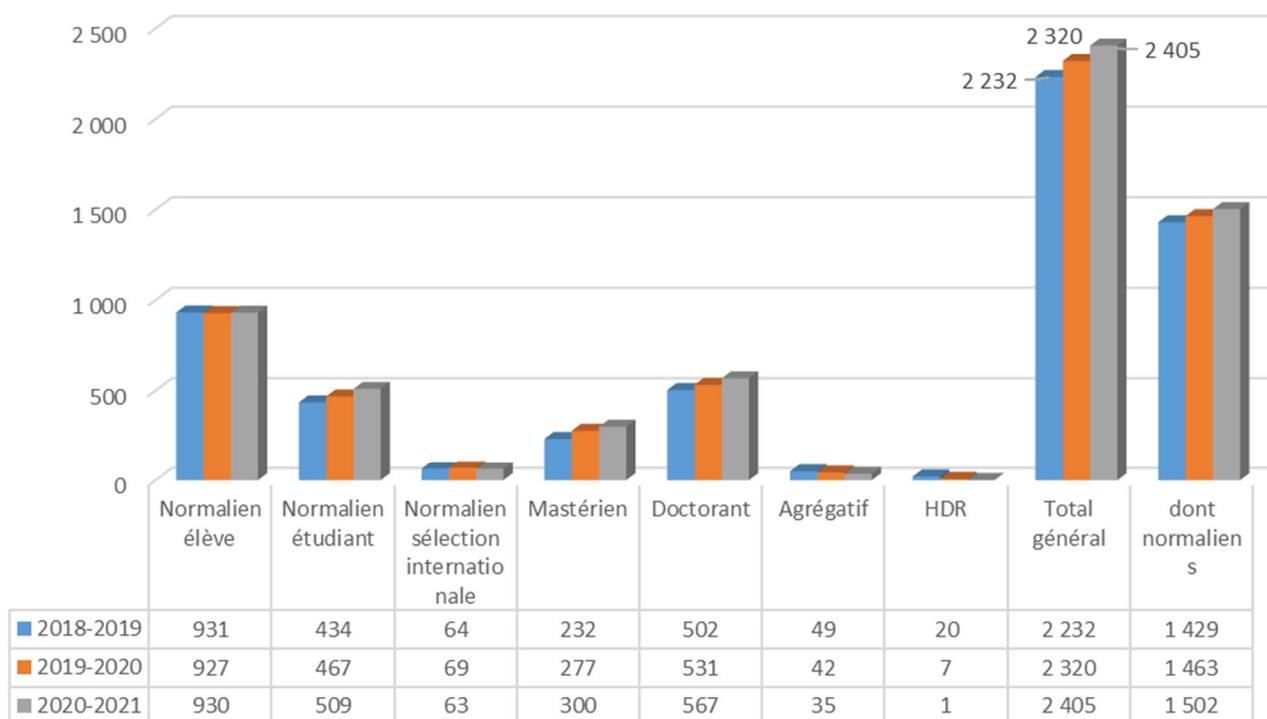
Sur les 2 660 étudiants inscrits en 2020-2021, 776 étudiants ont bénéficié d'une exonération soit 29% des étudiants, principalement les exonérations pour le DENS (397), ainsi que les boursiers (237 dont 232 boursiers CROUS).

Il y a eu 539 exonérations relevant du choix de l'établissement, soit 20% des effectifs. Ce taux d'exonération est supérieur au taux de 10% autorisé par les textes. Il est aussi précisé qu'en l'état l'ENS ne bénéficie à ce jour d'aucune compensation figurant dans la subvention pour charge de service public au titre des exonérations de boursiers.

Il convient de préciser que notre périmètre d'observation est différent de celui de référence, car il inclut une formation non diplômante (préparation agrégation) ainsi que les normaliens élèves qui ont un statut particulier.

Par ailleurs, l'ENS a réalisé 27 inscriptions administratives pour le compte des 5 écoles d'art de PSL (dans le cadre du doctorat SACRe) pour un total de 10 125 €, ainsi que 15 inscriptions pour le compte du Collège de France pour un total de 5 625 €.

Etudiants inscrits à l'ENS



Focus 5 : les projets immobiliers

TAUX 2020	<i>En</i>	<i>En</i>	Total
Budget Patrimoine immobilier	<i>Fonctionnement</i>	<i>Investissement</i>	
Taux de consommation en AE	78%	86%	81%
Taux de consommation en CP	25%	80%	80%

Les taux d'exécution budgétaire du Service patrimoine de l'ENS-PSL sont, en 2020, de 81% en AE et de 80% en CP. Ils ont augmenté au global de 15% en AE et 25% en CP entre les années 2019 et 2020. Ces taux d'exécution sont satisfaisants à double titre : d'une part, car il s'agit majoritairement d'investissements dont, par nature, l'incertitude est plus grande quant à leur exécution. D'autre part, le contexte sanitaire renforçait la probabilité d'une moindre exécution budgétaire.

1. PAT 03 – Opérations immobilières (hors CPER)

Pour les opérations immobilières (hors CPER), la situation de la consommation des crédits 2020 ouverts au Service patrimoine, apparaît comme suit au 31 décembre 2020 :

Années	Autorisation d'Engagement				Crédits de Paiement			
	AE ouverts	AE Conso totale	AE dispo	AE Exécution	CP Ouverts	CP Conso totale	CP dispo	CP Exécution
2019	2 948 835	2 033 860	914 975	69%	4 119 349	2 486 080	1 633 268	60%
2020	3 293 163	2 662 116	631 047	81%	2 993 280	2 068 786	924 494	69%
Ecart 2020-2019	344 328	628 257	- 283 929	12%	-1 126 069	- 417 294	- 708 775	9%

Au niveau des AE, pour les opérations immobilières (hors CPER), l'augmentation du taux d'exécution observée s'explique par une meilleure prévision des engagements nécessaires, avec un montant d'AE en hausse de 344 k€ (12 %) par rapport à 2019. Le taux de consommation de CP est en hausse significative de +9%, en raison d'une meilleure prévision des CP ayant entraîné une réduction de 1 126 k€, entre 2019 et 2020.

Le taux de consommation d'AE de 81 % reste à considérer au regard des crédits déprogrammés au BR2, en raison d'évènements qui ont contraint à recalculer la planification de certaines opérations immobilières :

- ✓ Crise sanitaire liée à la COVID-19, avec un impact non négligeable au printemps 2020, pour la conduite des projets immobiliers
- ✓ Reconsidération du programme de certaines opérations, avec la nécessité d'un lancement de nouvelles

procédures de consultation de maîtrise d'œuvre (entrée historique de l'École)

- ✓ Rencontre d'aléas techniques sur certains projets (45 Ulm : Centre sciences des données – Ascenseur escalier C)
- ✓ Report de projets, en considération des contraintes d'exploitation des bâtiments, et de la capacité à en assurer la gestion (44 Ulm : cage d'escalier - Campus Jourdan : consolidation d'anciennes carrières souterraines)

Les écarts malgré tout constatés vis-à-vis de cette moyenne de 79 % en consommation d'AE sont à analyser à la lumière des données suivantes :

- ✓ OPE 2018-117 : 45 Ulm – Ascenseur escalier C (taux de 66 %) / Projet soumis à des autorisations administratives de construction contraignantes en matière de délai (bâtiment historique classé, avec une phase de négociation relativement difficile, avec les autorités en charge de l'architecture des bâtiments de France et la conservation du patrimoine)
- ✓ OPE 2018-0121 : 45 Ulm - Couloir vert – Centre de données (taux de 96 %) / Autorisation d'aménager les locaux reçue de la Préfecture, dans les délais escomptés. Les engagements juridiques des marchés de travaux ont ainsi pu être réalisés, tel que prévu.
- ✓ OPE 2018-0126 : Tous sites – Contrôle d'accès (taux de 73 %) / Retard d'exécution imputable à une sous-estimation par l'entreprise retenue, des travaux à mettre en œuvre
- ✓ OPE 2018-0129 : Campus Jourdan – Internat Hypnos II (taux de 96 %) / Opération réceptionnée en novembre 2020, sans rencontre d'aléas majeurs au cours de l'exécution des travaux
- ✓ OPE 2018-0133 : 44/48 rue d'Ulm – Rénovation de cages d'escalier d'internat (taux de 92 %) / Travaux de désamiantage et de rénovation de la cage du 48 rue d'Ulm, réalisés conformément aux estimations initiales. Une seconde opération de travaux, sur la cage du 44 rue d'Ulm, est prévue à l'été 2021.
- ✓ OPE 2019-0106 : Tours d'hébergement B et C de Montrouge (taux de 90 %) / Les premiers engagements correspondent aux honoraires de l'équipe de maîtrise d'œuvre retenue en octobre 2020, correctement estimés.
- ✓ OPE 2020-0081 : Poste HT Chimie (taux de 53 %) / Retard dans la passation des dernières commandes de missions, auprès de prestataires intellectuels.

2. PAT 08 – Opérations immobilières pour la recherche

Le taux de consommation de 76% en AE sur ce périmètre se justifie principalement par la situation de deux opérations immobilières :

- ✓ OPE 2018-0116 : 29 Ulm - Bâtiment Jaurès – rénovation de bureaux et d'espaces communs (taux de 63 %) / Retard de projet explicable par la situation sanitaire, pénalisante en termes de disponibilité, et le manque de visibilité en matière de calendrier, pour des travaux en sites partiellement occupés (contraintes d'exécution des travaux vis-à-vis de l'enseignement et des concours)
- ✓ OPE 2019-0060 : 46 Ulm – Restructuration de 2 laboratoires Equipe Strick – (taux de 43 %) / Études de conception ralenties par la demande d'une réflexion approfondie sur de nouvelles conditions d'aménagement et d'équipements de ces laboratoires

3. Le projet CPER Lhomond 2015-2020

Années	Autorisation d'Engagement				Crédits de Paiement			
	AE ouverts	AE Conso totale	AE dispo	AE Exécution	CP Ouverts	CP Conso totale	CP dispo	CP Exécution
2019	7 956 308	5 145 790	2 810 518	65%	1 550 717	642 182	908 535	41%
2020	223 047	109 837	113 210	49%	1 268 972	1 109 189	159 783	87%
Ecart 2020-2019	-7 733 261	-5 035 953	-2 697 308	-15%	- 281 745	467 007	- 748 752	46%

Les taux d'exécution budgétaire sont de 49 % en AE et de 87 % en CP en 2020. La faible exécution budgétaire sur le CPER en 2020 est à relativiser, compte tenu des modestes crédits d'AE mobilisés cette année pour le projet de création d'un data center, comparativement à l'enveloppe réservée au CPER (baisse significative de 7 733 k€ entre 2019 et 2020, en l'absence de crédits requis pour les projets de rénovation des départements de physique et de chimie).

S'agissant des CP, le taux d'exécution de 87 % s'analyse au regard du règlement de crédits effectué en 2020, au moment de la notification des marchés de maîtrise d'œuvre, pour la rénovation et le réaménagement des départements de physique et de chimie de l'ENS-PSL (respectivement de 200 K€ et 800 K€).

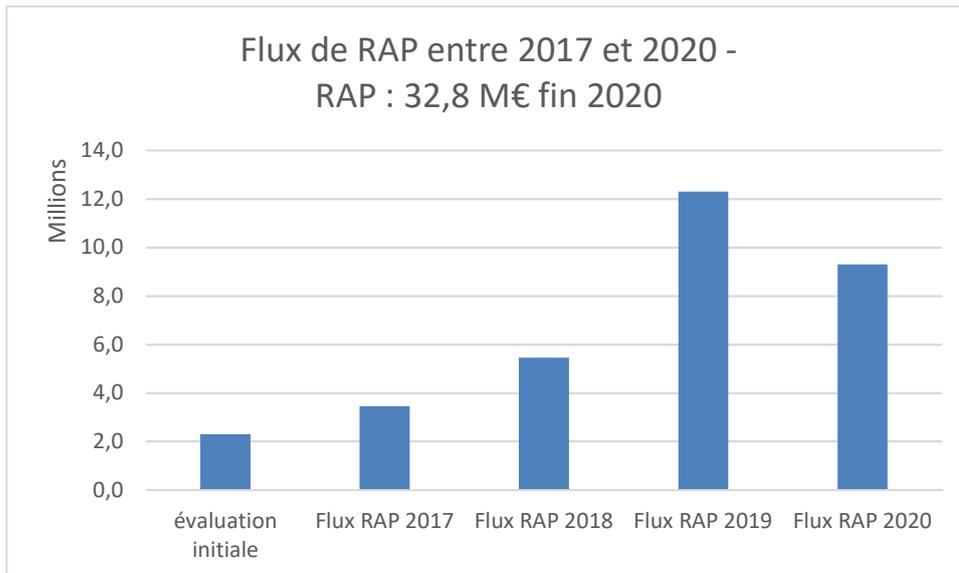
Tableau 9 détaillé – exécution des projets immobiliers 2020

Catégorie SPSI	N° opération	Sites	Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
					AE consommées au titre des années antérieures à 2020	Total des AE à ouvrir en 2020 (BRZ)	AE consommées en 2020 (CFI2020)	CP consommées au titre des années antérieures à 2020	Total des CP à ouvrir en 2020 (BRZ)	CP consommées en 2020 (CFI2020)
				(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)
Grands projets SPSI	OPE-2016-0182	24 Lhomond	Trvx d'achèvement CPER 1	1 322 182	1 220 243	79 757	0	1 154 318	145 682	0
	OPE-2018-0143	24 Lhomond	Rénovation département de physique	1 230 000	1 230 000	0	0	60 000	200 000	0
	OPE-2018-0144	24 Lhomond	Local serveurs	1 702 409	85 815	250 000	64 674	25 485	300 000	88 901
	OPE-2019-0142	24 Lhomond	Travaux préalables au Grand Hall	0	0	0	24 876	0	0	0
	OPE-2020-0083	46 Ulm	QBio Biologie quantitative	0	0	0	26 273	0	0	5 143
	OPE-2018-0145	24 Lhomond	Rénovation département de chimie	4 600 000	4 600 000	0	0	300 000	800 000	800 000
	OPE-2018-0146	24 Lhomond	Rénovation du Grand Hall	26 000 047	3 800 000	0	0	560 000	0	200 000
OPE-2019-0035	Montrouge	Valorisation du campus Montrouge	40 000	23 755	16 245	0	21 000	16 245	0	
Total Grands projets SPSI				34 894 638	10 959 813	346 002	115 823	2 120 803	1 461 927	1 094 044
GER	OPE-2017-0014	45 Ulm	travaux sécurité 45 Ulm	1 158 219	901 181	30 000	253 000	786 522	40 960	208 790
	OPE-2018-0123	45 Ulm	Réaménagement Département des Sciences de l'antiquité (DSA)	62 000	0	0	0	0	0	0
	OPE-2020-0081	24 Lhomond	Rénovation du poste haute tension chimie	0	0	0	13 282	0	0	2 236
	OPE-2018-0126	Tous sites	Contrôle d'accès CRI et carte multifonction	883 000	595 224	188 070	129 427	558 689	192 843	64 293
	OPE-2018-0129	JOURDAN	Hypnos II - mise en securite et renovation des locaux (37 chambres)	1 164 000	135 135	1 023 865	961 203	117 836	766 164	824 002
	OPE-2019-0023	45 Ulm	Poste Haute Tension - Rénovation	315 000	293 396	4 404	183	8 775	289 025	270 948
	OPE-2019-0024	Montrouge	Maintenance canalisation et chaufferie	100 000	331	36 110	36 110	0	36 110	36 339
	OPE-2019-0061	45 Ulm	Direction - salle à manger - rafraichissement	75 000	0	75 000	71 562	0	75 000	69 449
	OPE-2019-0063	JOURDAN	Aménagement et requalification paysagère de la parcelle BK2	120 000	0	5 000	1 565	0	5 000	1 565
	OPE-2019-0064	JOURDAN	Renforcement d'anciennes carrières souterraines	1 080 000	0	68 000	0	0	10 100	88
Total GER				4 957 219	1 925 266	1 430 449	1 466 332	1 471 821	1 415 202	1 477 711
Réhabilitation	OPE-2016-0187	29 Ulm	Travaux DEC - 29 rue d'ulm - 4ème étage	1 390 979	1 327 768	0	0	1 320 348	6 700	5 643
	OPE-2018-0115	29 ULM	Réfection IJN Pavillon jardin	135 000	127 862	1	0	123 068	10 432	4 795
	OPE-2018-0116	29 Ulm	Bâtiment Jaurès 2ème étage : Rénovation de bureaux, espaces communs et aile curie	322 000	6 900	90 000	25 313	1 875	53 710	22 875
	OPE-2018-0117	45 Ulm	Implantation ascenseur escalier C	321 000	0	66 000	43 310	0	41 000	3 967
	OPE-2018-0118	45 Ulm	Entrée principale - PC sécurité	500 000	51 559	80 250	0	2 931	30 250	0
	OPE-2018-0121	45 Ulm	Couloir vert - Ouverture d'un centre de sciences des données	653 000	36 058	282 888	271 474	19 797	136 018	35 183
	OPE-2018-0131	46 ULM	AMENAGEMENT ESPACE MUTUALISE IBENS - Etage 1 et 9	331 000	222 299	91 740	0	130 208	183 831	94 669
	OPE-2018-0132	45 Ulm	Bâtiment DMA - Installation Photovoltaïque	125 000	418	2 700	2 700	418	15 000	2 700
	OPE-2019-0015	46 ULM	Cloûture du 46	200 000	127 632	22 545	0	108 655	41 522	0
	OPE-2019-0016	JOURDAN	Bâtiment Potos, salle de convivialité	125 000	249 660	40 000	18 754	113 490	65 000	34 308
	OPE-2019-0104	45 Ulm	Cour Pasteur - requalification Paysager	45 000	0	40 000	0	0	40 000	0
Total Réhabilitation				4 147 979	2 150 156	716 124	361 551	1 820 791	623 463	204 141
Internat	OPE-2018-0133	44 - 48 ULM	Cage escalier - Rénovation après désamiantage et déplombage	880 000	0	222 000	203 676	0	222 000	159 681
	OPE-2019-0106	Montrouge	Tour B - Rénovation lourde du bâtiment	500 000	0	500 000	448 054	0	110 000	34 611
Total Internat				1 380 000	0	722 000	651 730	0	332 000	194 293
Hors SPSI	OPE-2016-0183	JOURDAN	Aménagement LOGOS (A)	0	85 562	40 000	0	188 280	115 000	16 799
	OPE-2017-0089	JOURDAN	Rénovation Campus Jourdan HYPNOS 1 (ex bât B B' C)	0	271 772	0	0	246 397	49 603	33 477
	OPE-2019-0021	Tous sites	schéma directeur énergie	150 000	0	0	0	0	0	0
	OPE-2019-0022	29 Ulm	2ème étage - DEC - LSP - Extension de la plateforme Neurosciences	420 000	1 502	9 000	8 798	212	10 290	7 988
	OPE-2019-0060	46 ULM	2ème étage - Restructuration de 2 laboratoires (équipe STRICK)	410 000	44 216	78 484	34 090	1 350	86 650	27 337
	OPE-2020-0023	46 ULM	Aménagement Biophysique DUCOS	135 000	0	135 000	123 861	0	135 000	116 801
	OPE-2020-0025	45 Ulm	Théâtre de l'école	218 000	0	218 000	225 084	0	11 000	53 105
Total Hors SPSI				1 333 000	403 051	480 484	391 832	436 239	407 543	255 506
Total général				46 712 836	15 438 287	3 695 059	2 987 269	5 849 655	4 240 135	3 225 695

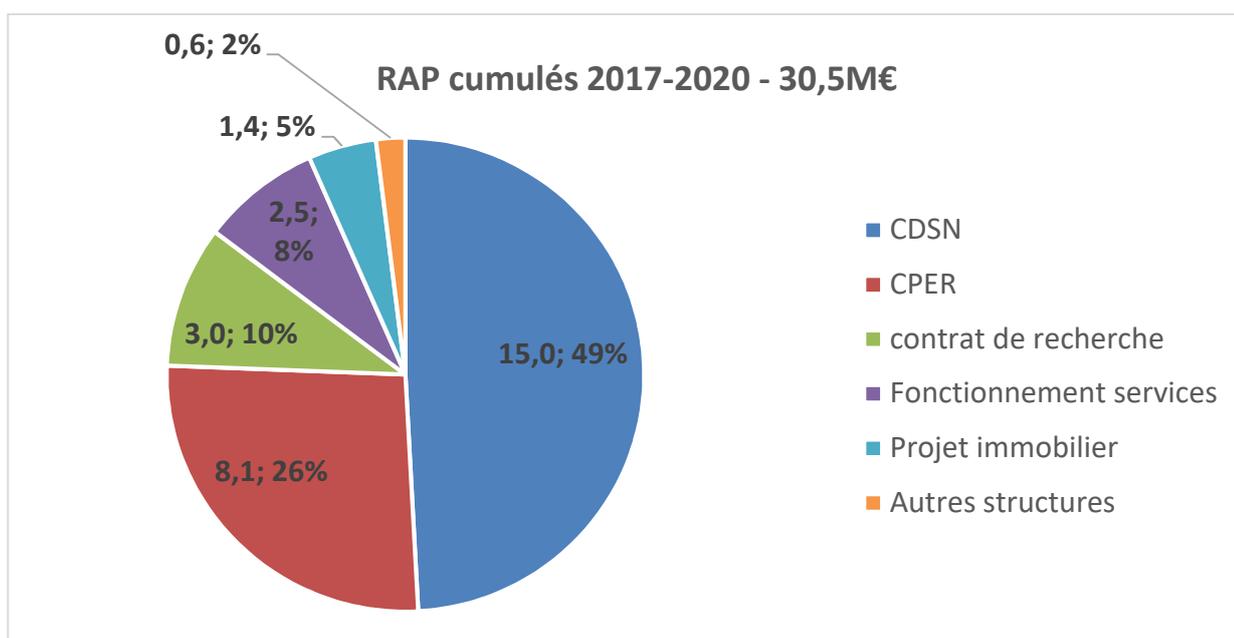
Focus 6 : les restes à payer à la clôture 2020

Il s'agit d'un nouveau concept issu de la réforme dite de « Gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) mise en place en 2017. Ils sont constitués par la différence entre les autorisations d'engagements et les crédits de paiements et représentent une charge potentielle de l'établissement vers un tiers. A la fin de chaque exercice, cette différence constitue un « flux » de restes à payer qui s'ajoute à notre « stock » de restes à payer des années précédentes.

Lors de la bascule en mode GBCP, l'évaluation initiale des restes à payer était de 2,3 M€. Le montant des restes à payer s'élève fin 2020 à 32,8 M€. L'évolution du flux est présentée dans le graphique suivant :



L'analyse porte sur les flux de restes à payer (RAP) cumulés des quatre derniers exercices, soit un montant de 30,5 M€, répartis de la manière suivante :



Ainsi, les contrats doctorats doctoraux spécifiques normaliens et le CPER représentent 75% de nos RAP, avec respectivement 15,0 M€ et 8,1 M€. La montée en puissance de la gestion des CDSN entre 2019 et 2020 (+14,7 M€) explique majoritairement l'accroissement de nos RAP sur la période considérée.

Les contrats de recherche représentent 10% à hauteur de 3 M€, dont 1,9 M€ sur la seule année 2020. Il convient de noter que 22 contrats de recherche concentrent plus de 85% des RAP relatifs aux contrats de recherche.

Le fonctionnement des services représente 8% à 2,5 M€, dont 800 K€ sur les marchés. Les 1,7 M€ de RAP restants se concentrent sur trois services :

- ✓ le SRH pour 560 K€, en raison notamment des engagements pluriannuels réalisés en fin d'année sur les mises à disposition (près de 400 K€ de RAP fin 2020) ;
- ✓ le service du patrimoine, avec 495 K€ ;
- ✓ le service de la logistique, avec 341 K€, en raison des multiples contrats, travaux et achats en cours.

Les projets immobiliers en cours portés par le service patrimoine ne représentent que 5% de nos RAP, soit 1,4 M€.

Enfin, il convient de préciser qu'un travail de nettoyage sur les engagements juridiques doit être poursuivi pour maintenir la qualité de notre stock de restes à payer, compte tenu des enjeux financiers qu'ils représentent.



COMPTE FINANCIERS 2020

CA du 15 MARS 2021

ENS - synthèse de la liasse budgétaire

	Intitulé du tableau	Soumission au CA
1	Tableau des emplois	Pour vote
2	Tableau des autorisations budgétaires	Pour vote.
3	Tableau des dépenses par destination et recettes par origine	Pour information
4	Tableau d'équilibre financier	Pour vote
5	Tableau des opération pour compte de tiers	Pour information
6	Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement)	Pour vote
7	Tableau présentant le plan de trésorerie	Pour information
8	Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	Pour information
9	Tableau des opérations pluriannuelles	Pour vote
10	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	Pour information
11	Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche	Pour information
12	Tableau de synthèse budgétaire et comptable	Pour information



COMPTE FINANCIER 2020

CA du 15 mars 2021

Tableau 1 - Tableau des emplois (en ETPT)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) - Emplois sous plafond Etat		(B) - Emplois financés sur ressources propres		(C) = (A) + (B) - Global	
			CFI 2019	CFI 2020	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2019	CFI 2020
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	145,8	145,0	0,0	0,0	145,8	145,0
		CDI	2,0	1,0	0,7	1,0	2,7	2,0
	Non permanents	CDD	83,0	77,0	209,7	275,0	292,6	352,0
S/total EC			230,8	223,0	210,4	276,0	441,1	499,0
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			748,7	748,0			748,7	748,0
BIATOSS	Permanents	Titulaires	266,7	270,0		0,0	266,7	270,0
		CDI	26,0	27,0	1,0	2,0	27,0	29,0
	Non permanents	CDD	45,7	49,0	107,5	78,0	153,1	127,0
S/total Biatoss			338,4	346,0	108,5	80,0	446,9	426,0
Totaux			1 317,9	1 317,0	318,9	356,0	1 636,7	1 673,0
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			1 317,9	1 387,0				

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses	Compte financier 2019		Budget rectificatif n°2 2020		Exécution au 31/12/2020		Ecart 2020		Rappel Ecart CFI 2019
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	CP	CP	
	Personnel	80 362 282	80 362 282	85 265 111	85 265 111	82 010 095	82 003 171	-3 261 941	-3 546 847
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	22 240 000	22 240 000			21 399 201	21 399 201			
<i>dont Contrats de recherche et autres subv fléchées</i>	11 856 055	11 856 055	12 997 386	12 997 386	11 131 201	11 131 201	-1 866 186	-2 654 030	
<i>dont CDSN (MS03 autres ENS X entrants et ENS ULM)</i>	1 017 068	1 017 068	1 326 130	1 326 130	1 326 129	1 326 129	-1	-144 932	
Fonctionnement	39 371 637	31 185 111	43 814 999	37 533 014	38 775 064	30 556 171	-6 976 843	-6 942 069	
<i>dont Contrats de recherche et autres subv fléchées</i>	6 379 709	6 347 102	9 102 080	9 317 819	6 040 904	5 724 892	-3 592 927	-4 495 935	
<i>dont CDSN (MS03 autres ENS X entrants et ENS ULM)</i>	15 911 425	8 993 271	16 345 266	10 205 936	16 294 481	8 889 694	-1 316 242	-608 110	
Investissement	10 196 242	6 097 261	9 045 494	9 362 003	6 688 649	5 610 061	-3 751 942	-3 898 666	
<i>dont Contrats de recherche et autres subv fléchées</i>	1 925 533	1 769 764	4 474 615	3 925 430	2 898 931	1 329 522	-2 595 908	-1 255 941	
<i>dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée)</i>	5 145 790	642 182	202 757	1 248 682	89 550	1 088 901	-159 781	-908 535	
TOTAL DES DÉPENSES	129 930 161	117 644 653	138 125 604	132 160 129	127 473 809	118 169 403	-13 990 726	-14 387 582	
<i>Dont total sur Opérations fléchées</i>	25 307 087	20 615 104	26 776 839	27 489 317	20 160 586	19 274 516	-8 214 801	-9 314 440	

	B1	B2	B4
Solde budgétaire (excédent)	1 592 936	0	5 188 200
D1 = C1-B1		D2 = C2-B2	
Dont excédent sur recettes fléchées	2 318 171		3 125 631

Recettes			
Compte financier 2019	Budget rectificatif 2020	Exécution au 31/12/2020	
96 304 316	102 193 525	100 957 457	Recettes globalisées
86 367 358	88 766 880	89 713 872	Subvention pour charges de service public
15 524	61 380	22 500	Autres financements de l'Etat
0	130 000	135 644	Fiscalité affectée
2 063 025	5 592 099	4 502 406	Autres financements publics
7 858 409	7 643 166	6 583 035	Recettes propres
22 933 274	24 357 135	22 400 147	Recettes fléchées
1 200 130	1 063 898	3 871 763	Financements de l'Etat fléchés
18 871 977	18 277 160	13 384 844	Autres financements publics fléchés
2 861 168	5 016 077	5 143 540	Recettes propres fléchées
119 237 590	126 550 660	123 357 603	TOTAL DES RECETTES

89%

C1	C2	C4	
0	5 609 469	0	Solde budgétaire (déficit)
D1=B1-C1	D2=B2-C2	D4=B4-C4	
	-3 132 182		Dont déficit sur recettes fléchées

COMPTE FINANCIER 2020
CA du 15 mars 2021

DEPENSES PAR DESTINATIONS - EXECUTION 2020

Etablissement

BUDGET 2020	DEPENSES DE L'ORGANISME															
	PERSONNEL				FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT				TOTAL			
	AE = CP		AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Prévision (BR2 2020)		Exécution		Prévision (BR2 2020)		Exécution		Prévision (BR2 2020)		Exécution		Prévision (BR2 2020)		Exécution	
FORMATION INITIALE ET CONTINUE	35 187 076	35 187 076	38 689 529	38 689 529	17 119 523	10 987 893	16 812 674	1 100 492	128 115	128 115	0	0	52 434 714	46 303 084	55 502 203	39 790 021
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	0	0	817 977	817 977	0	0	39 375	90 118	0	0	0	0	0	0	857 352	908 095
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	30 586 196	30 586 196	33 450 872	33 450 872	774 257	781 957	315 863	309 470	128 115	128 115	0	0	31 488 568	31 496 268	33 766 736	33 760 343
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	4 600 880	4 600 880	4 420 679	4 420 679	16 345 266	10 205 936	16 457 436	700 904	0	0	0	0	20 946 146	14 806 816	20 878 115	5 121 583
D105 - Bibliothèques et documentation	3 525 101	3 525 101	3 498 184	3 498 184	1 385 628	1 385 628	1 347 531	1 196 527	26 000	26 000	26 000	6 813	4 936 729	4 936 729	4 871 715	4 701 523
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	5 622 277	5 622 277	4 272 593	4 272 593	2 223 622	2 331 099	1 448 332	1 414 516	955 840	1 081 702	474 408	321 351	8 801 739	9 035 077	6 195 333	6 008 459
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	1 808 043	1 808 043	2 078 983	2 078 983	227 091	229 822	414 626	308 538	9 000	15 500	65 467	75 052	2 044 134	2 053 365	2 559 076	2 462 573
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	9 307 080	9 307 080	7 360 516	7 360 516	3 964 284	4 059 588	3 369 554	3 019 025	2 021 602	1 360 376	1 488 909	647 015	15 292 966	14 727 044	12 218 979	11 026 556
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	5 527	5 527	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	5 536	5 527
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	2 304 042	2 304 042	2 007 040	2 007 040	723 284	779 532	314 834	366 240	354 424	363 258	228 546	222 703	3 381 750	3 446 832	2 550 419	2 595 982
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	10 812 055	10 812 055	7 877 174	7 877 167	2 732 886	2 764 180	1 556 887	1 470 310	188 442	236 442	48 111	73 682	13 733 382	13 812 677	9 482 173	9 421 159
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 860 971	4 860 971	4 277 900	4 277 900	1 634 112	1 597 925	729 909	753 369	1 343 429	1 358 570	748 491	389 484	7 838 513	7 817 467	5 756 301	5 420 753
D113 - Diffusion des savoirs et musées	376 633	376 633	56 176	56 176	308 896	268 896	253 313	243 115	25 000	25 000	5 760	0	710 529	670 529	315 250	299 291
D114 - Immobilier	3 835 963	3 835 963	4 292 658	4 292 658	5 129 346	5 436 533	3 923 471	3 759 684	3 572 257	4 063 376	3 349 970	3 274 789	12 537 566	13 335 872	11 566 099	11 327 131
D115 - Pilotage et support	6 968 888	6 968 888	7 591 991	7 585 074	5 750 529	5 323 192	6 041 284	14 452 997	307 285	589 565	252 987	599 173	13 026 702	12 881 645	13 886 262	22 637 244
ETUDIANTS ET VIE ASSOCIATIVE	656 982	656 982	1 825	1 825	2 615 798	2 368 726	2 562 639	2 471 358	114 100	114 100	0	0	3 386 880	3 139 808	2 564 464	2 473 183
D201 - Aides directes aux étudiants	2 000	2 000	0	0	1 488 186	1 488 186	173 562	166 645	8 600	8 600	0	0	1 498 786	1 498 786	173 562	166 645
D202 - Aides indirectes	414 538	414 538	0	0	1 088 082	840 010	2 366 917	2 276 731	102 000	102 000	0	0	1 604 620	1 356 548	2 366 917	2 276 731
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	240 444	240 444	1 825	1 825	39 530	40 530	22 159	27 981	3 500	3 500	0	0	283 474	284 474	23 984	29 806
TOTAL	85 265 111	85 265 111	82 010 095	82 003 171	43 814 999	37 533 014	38 775 064	30 556 171	9 045 494	9 362 003	6 688 649	5 610 061	138 125 604	132 160 129	127 473 809	118 169 403

COMPTE FINANCIER 2020
CA du 15 mars 2021

RECETTES PAR ORIGINES - EXECUTION 2020

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) en
exécution 5 188 200

BUDGET 2020	RECETTES DE L'ORGANISME								
	RECETTES GLOBALISEES					RECETTES FLECHEES			TOTAL
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	89 713 872,00	-	-	-	-	-	-	-	89 713 872,00
Droits d'inscription	-	-	-	-	412 588,00	-	-	-	412 588,00
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	243,00	-	-	-	243,00
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	45 423,98	-	-	-	45 423,98
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	7 552,17	-	37 980,00	799 426,72	844 958,89
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	3 876 839,63	198 983,83	4 075 823,46
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	-	22 298,48	42 605,00	4 079 142,38	-	4 144 045,86
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	8 680,00	-	1 990 878,38	-	1 999 558,38
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	-	-	-	2 194 233,95	-	2 194 233,95
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	22 500,00	-	29 500,00	36 180,00	3 829 158,01	1 191 732,80	4 014 595,29	9 123 666,10
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	317 829,86	-	-	130 533,95	448 363,81
Autres recettes	-	-	135 644,29	4 472 905,67	5 732 239,31	-	14 036,60	-	10 354 825,87
TOTAL	89 713 872,00	22 500,00	135 644,29	4 502 405,67	6 583 034,80	3 871 763,01	13 384 843,74	5 143 539,79	123 357 603,30

5 763 218

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) -



COMPTE FINANCIER 2020

CA du 15 MARS 2021

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 au BR2	EXECUTION AU 31/12/2020	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 au BR2	EXECUTION AU 31/12/2020	FINANCEMENTS
Solde budgétaire (déficit)*	0	5 609 469	0	1 592 937	0	5 188 200	Solde budgétaire (excédent)*
Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements	14 100	0	10 000	800	0		Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers **	5 172 127	2 714 300	1 603 171	6 119 134	4 414 300	1 680 999	Opérations au nom et pour le compte de tiers **
Autres décaissements sur comptes de tiers			1 685 530			3 314 381	Autres encaissements sur comptes de tiers
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (A)	5 186 227	8 323 769	3 298 701	7 712 871	4 414 300	10 183 580	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (B)
ABONDEMENT de la trésorerie	2 526 644	0	6 884 879	0	3 909 469	0	PRELEVEMENT de la trésorerie (= A-B)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	<i>2 318 172</i>		<i>0</i>		<i>3 434 864</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée</i>	<i>208 471</i>		<i>6 884 879</i>		<i>474 605</i>		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	7 712 871	8 323 769	10 183 580	7 712 871	8 323 769	10 183 580	TOTAL DES FINANCEMENTS

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"



COMPTE FINANCIER 2020
CA du 15 MARS 2020

TABLEAU 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissement CFI 2019	Prévisions de décaissements BR2 2020	EXECUTION DECAISSEMENTS 2020	Encaissement CFI 2019	Prévisions d'encaissements BR2 2020	EXECUTION ENCAISSEMENTS 2020
Dépôt et cautionnements	c/165, c/275	Dépôt et cautionnements	14 100	0	10 000	800	0	
Opérations relatives à la TVA collectée et déductible, et remboursements	C/4456, 4457, 44583	TVA déductible, TVA collectée et Remboursement de TVA	1 520 543	800 000	1 640 221	2 346 455	2 500 000	2 885 316
Paiement et remboursement EDF par Ecotron	C/46715	Autres comptes débiteurs ou créditeurs	107 740	110 000	120 641	107 740	110 000	131 070
Autres opérations (recettes à classer, dépenses à régulariser)	C/47132, 47138, 472, 47214, 4728, 4762,		3 543 845		45 309	3 664 939		429 065
Transfert aux Tiers bénéficiaires finaux	C/46716	H2020 – FERRAGE		1 419 300	1 164 833		1 419 300	1 164 833
	C/46714	ERASMUS CBHE IBRAIN		385 000	317 697		385 000	385 096
TOTAL			5 186 227	2 714 300	3 298 701	6 119 934	4 414 300	4 995 380

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 après BR2	EXECUTION AU 31/12/2020	PRODUITS	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 après BR2	EXECUTION AU 31/12/2020
Personnel	79 377 649	83 596 559	80 914 693	Subvention de l'Etat	86 367 358	88 766 880	89 713 872
<i>dont charges de pensions civiles</i>			21 399 201	Autres subventions	18 670 663	29 370 412	18 309 882
				Fiscalité affectée	195 240	130 000	181 068
Fonctionnement autre que les charges de personnel	31 292 222	39 001 566	33 199 832	Autres produits	8 187 224	7 643 166	11 158 268
Amortissements - provisions	9 592 736	10 205 300	8 396 201	Quotes-parts financements de l'actif	8 676 797	7 117 666	4 345 966
TOTAL DES CHARGES (1)	120 262 607	132 803 426	122 510 726	TOTAL DES PRODUITS (2)	122 097 282	133 028 124	123 709 057
Resultat previsionnel : benefice (3) = (2) - (1)	1 834 675	224 698	1 198 331	Resultat previsionnel : deficit (4) = (1) - (2)	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de resultat previsionnel (1) + (3) = (2) + (4)	122 097 282	133 028 124	123 709 057		122 097 282	133 028 124	123 709 057

Calcul de la capacité d'autofinancement	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 après BR2	EXECUTION AU 31/12/2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	1 834 675	224 698	1 198 331
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	9 592 736	10 205 300	8 396 201
- reprises sur amortissements (des biens immobiliers), dépréciations et provisions	5 900 989		4 345 966
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0		
- produits de cession d'éléments d'actifs	490		
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de	2 775 808	7 117 666	0
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	2 750 124	3 312 333	5 248 566

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 après BR2	EXECUTION AU 31/12/2020	RESSOURCES	Compte financier 2019	Crédits ouverts 2020 après BR2	EXECUTION AU 31/12/2020
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0	Capacité d'autofinancement	2 750 124	3 312 333	5 248 566
Investissements	5 941 405	9 362 003	5 867 086	Financements de l'actif par l'État	642 182	1 445 682	0
				Financements de l'actif par des tiers autres que l'État	1 520 363	3 929 384	0
				Autres ressources	490		
Remboursement des dettes financières	4 100	4 100	0	Augmentation des dettes financières	800	7 000	0
<i>Impact corrections d'erreurs sur fonds de roulement</i>	<i>94 673</i>			<i>Impact corrections d'erreurs sur fonds de roulement</i>	<i>276 601</i>	<i>0</i>	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	6 040 178	9 366 103	5 867 086	TOTAL DES RESSOURCES (6)	5 190 560	8 694 398	5 248 566
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	0	0	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	849 618	671 705	618 520

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2019	Budget rectificatif n°2 2020	Correction Balance d'entrée	EXECUTION AU 31/12/2020	
Niveau initial					
FONDS DE ROULEMENT	25 177 331	24 327 713	-3 071 790	21 255 923	
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 474 960	-8 851 221		-8 851 221	
TRESORERIE	30 652 291	33 178 923		33 178 923	
Variation					
Variation du FONDS DE ROULEMENT	-849 618	-671 705		-618 520	
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-3 376 261	3 237 764		-7 503 399	
Variation de la TRESORERIE	2 526 643	-3 909 469		6 884 879	
Niveau final					Jours
FONDS DE ROULEMENT	24 327 713	23 656 008		20 637 403	65
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-8 851 221	-5 613 457		-16 354 620	
TRESORERIE	33 178 923	29 269 454		40 063 802	126



COMpte FINANCIER 2020
CA du 15 MARS 2021

TABLEAU 7 - Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier exécution	février prévision	février exécution	mars prévisions	mars exécution	avril prévision	avril exécution	mai prévision	Mai exécution	juin prévision	Juin exécution	juillet prévision	Juillet exécution	août prévision	Aout exécution	septembre prévision	Septembre exécution	octobre prévision	Octobre exécution	novembre prévision	Novembre exécution	décembre prévision	Décembre exécution	TOTAL Prévisions	TOTAL Exécution
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	33 178 923	55 326 333	55 326 333	41 126 515	45 611 525	32 757 041	37 148 738	45 416 467	43 131 542	39 097 255	43 752 242	31 705 276	37 052 533	56 799 905	61 391 061	49 526 544	56 930 679	40 256 898	51 803 952	44 245 980	58 150 832	37 478 013	40 441 557	30 387 416	33 178 923
ENCAISSEMENTS																									
Recettes budgétaires globalisées	22 498 720	732 284	732 284	879 903	879 903	22 982 389	22 982 389	463 739	463 739	397 495	403 945	31 392 113	31 395 557	1 191	5 148	1 958 065	2 215 037	15 449 961	13 537 733	2 809 943	738 009	2 627 723	5 104 993	102 193 525	100 957 456
Subvention pour charges de service public	22 029 723	0	0	0	0	22 029 723	22 029 723	0	0	0	0	30 866 610	30 866 610	0	0	0	0	13 382 134	13 268 797	0	0	458 690	1 519 019	88 766 880	89 713 872
Autres financements de l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 500	22 500	0	0	0	0	38 880	0	0	0	0	0	61 380	22 500
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 710	100 710	0	0	0	0	0	0	0	3 413	29 290	31 521	130 000	135 644
Autres financements publics	0	12 000	12 000	86 576	86 576	948 981	948 981	109 088	109 088	58 323	58 323	36 362	36 362	0	0	1 178 136	1 261 301	1 012 947	-483 955	1 009 943	0	1 139 743	2 473 730	5 592 099	4 502 406
Recettes propres	468 997	720 284	720 284	793 327	793 327	3 685	3 685	354 651	354 651	339 172	345 622	365 931	369 375	1 191	5 148	779 929	953 737	1 016 000	752 891	1 800 000	734 595	1 000 000	1 080 723	7 643 166	6 583 034
Recettes budgétaires fléchées	232 816	1 289 527	1 289 527	907 191	907 191	-66 665	-66 665	238 247	238 247	1 103 391	1 103 391	3 076 154	3 113 850	0	0	2 294 577	3 171 279	3 141 814	2 303 748	5 174 577	1 173 752	6 965 505	8 933 009	24 357 134	22 400 146
Financements de l'État fléchés	0	0	0	0	0	31 493	31 493	23 146	23 146	0	0	9 259	9 259	0	0	0	42 605	0	0	0	66 000	1 000 000	3 699 260	1 063 898	3 871 763
Autres financements publics fléchés	67 964	292 669	292 669	676 306	676 306	-133 234	-133 234	0	0	838 158	838 158	2 671 974	2 709 670	0	0	1 994 577	2 296 416	2 544 577	2 023 236	4 494 577	743 902	4 829 592	3 869 757	18 277 160	13 384 843
Recettes propres fléchées	164 852	996 858	996 858	230 885	230 885	35 077	35 077	215 101	215 101	265 233	265 233	394 921	394 921	0	0	300 000	832 259	597 237	280 512	680 000	363 850	1 135 913	1 363 992	5 016 077	5 143 540
Opérations non budgétaires	1 264 573	29 089	-795 797	80 911	99 012	0	-48 021	1 565 505	1 723 668	272 638	981 131	78 185	-614 558	83 268	2 920 711	100 404	-1 164 768	485 000	-132 150	1 519 300	75 600	200 000	685 980	5 678 873	4 995 380
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissement en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en comptes de tiers :	1 264 573	29 089	-795 797	80 911	99 012	0	-48 021	1 565 505	1 723 668	272 638	981 131	78 185	-614 558	83 268	2 920 711	100 404	-1 164 768	485 000	-132 150	1 519 300	75 600	200 000	685 980	5 678 873	4 995 380
- TVA encaissée	24 595	0	81 194	0	49 694	0	4 887	1 565 505	1 582 182	272 638	367 768	78 185	20 939	83 268	137 496	100 404	128 933	100 000	107 631	100 000	53 699	200 000	326 299	2 524 595	2 885 316
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	29 089	0	80 911	0	0	394 746	0	82 505	0	3 605	0	0	0	0	1 170 336	385 000	13 873	1 419 300	0	15 934	0	1 914 300	1 680 999	
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	1 239 978	0	-876 991	0	49 318	0	-447 654	0	58 981	0	609 757	0	-635 497	0	2 783 215	0	-2 464 037	0	-253 654	0	21 902	0	343 747	1 239 978	429 065
A. TOTAL	23 996 109	2 050 900	1 226 014	1 868 005	1 886 106	22 915 724	22 867 703	2 267 491	2 425 653	1 773 524	2 488 467	34 546 451	33 894 848	84 459	2 925 859	4 353 046	4 221 549	19 076 775	15 709 331	9 503 820	1 987 361	9 793 228	14 723 982	132 229 533	128 352 983
DECAISSEMENTS																									
Dépenses liées à des recettes globalisées	1 415 403	14 586 948	9 202 425	8 696 973	8 696 973	8 652 059	14 479 817	7 122 769	1 344 873	7 805 292	7 805 156	7 770 576	7 770 576	6 390 541	6 378 738	9 533 813	7 099 646	10 463 813	7 452 427	10 363 606	16 354 031	11 584 338	10 894 824	104 386 133	98 894 890
Personnel	393	11 213 969	5 829 444	5 807 789	5 807 789	5 421 560	11 249 318	5 777 896	0	5 748 640	5 748 640	5 857 762	5 857 762	5 662 927	5 651 124	6 593 813	5 702 135	6 593 813	5 806 628	6 593 813	12 586 447	6 970 754	6 632 291	72 243 131	70 871 970
Fonctionnement	1 337 824	3 149 786	3 149 789	2 447 245	2 447 245	3 064 374	3 064 374	1 177 429	1 177 429	1 930 640	1 930 504	1 593 524	1 593 524	720 308	720 308	2 700 000	1 140 073	3 250 000	1 400 896	3 250 000	3 282 744	3 534 932	3 586 573	28 156 062	24 831 282
Investissement	77 186	223 192	223 192	441 940	441 940	166 126	166 126	167 444	167 444	126 012	126 012	319 289	319 289	7 306	7 306	240 000	257 439	620 000	244 903	519 793	484 841	1 078 652	675 960	3 986 940	3 191 638
Dépenses liées à des recettes fléchées	286 685	1 476 235	1 476 235	1 433 006	1 433 006	1 394 761	2 366 741	1 378 449	339 076	1 330 212	1 330 348	1 636 247	1 636 247	967 279	979 081	4 038 879	2 094 227	4 188 879	1 775 816	4 438 881	3 112 035	5 204 483	2 445 017	27 773 997	19 274 515
Personnel	0	991 938	991 938	971 980	971 980	905 279	1 877 259	1 039 638	265	1 023 485	1 023 485	926 279	926 279	904 155	915 958	1 345 469	892 166	1 365 469	853 853	1 615 469	1 792 744	1 932 820	885 273	13 021 981	11 131 200
Fonctionnement	251 445	477 527	477 527	288 642	288 642	404 091	404 091	258 542	258 542	245 726	245 862	509 762	509 762	48 189	48 189	1 689 932	256 744	1 689 932	847 887	1 689 933	1 002 103	1 823 232	1 134 099	9 376 952	5 724 891
Investissement	35 240	6 770	6 770	172 384	172 384	85 391	85 391	80 270	80 270	61 001	61 001	200 206	200 206	14 935	14 935	1 003 478	945 317	1 133 478	74 076	1 133 479	317 188	1 448 431	425 644	5 375 063	2 418 423
Opérations non budgétaires	146 611	187 535	262 162	107 500	218 914	209 478	38 342	85 484	121 004	30 000	52 672	45 000	149 497	0	28 422	50 000	154 402	435 000	134 208	1 469 300	230 570	95 003	1 761 899	2 860 911	3 298 701
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en comptes de tiers :	146 611	187 535	262 162	107 500	218 914	209 478	38 342	85 484	121 004	30 000	52 672	45 000	149 497	0	28 422	50 000	154 402	435 000	134 208	1 469 300	230 570	95 003	1 761 899	2 860 911	3 298 701
- TVA décaissée	82 067	83 944	150 759	101 091	181 434	209 478	90 755	85 484	111 009	30 000	77 102	45 000	143 273	0	28 422	50 000	138 375	50 000	117 051	50 000	208 248	95 003	311 726	882 067	1 640 221
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0	103 591	0	6 409	0	0	60 510	0	27 579	0	0	0	0	0	0	0	13 174	385 000	6 427	1 419 300	7 446	0	1 498 035	1 914 300	1 613 171
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	64 543	0	111 402	0	37 480	0	-112 924	0	-17 584	0	-24 430	0	6 224	0	0	0	2 853	0	10 730	0	14 876	0	-47 862	64 543	45 309
B. TOTAL	1 848 699	16 250 718	10 940 822	10 237 479	10 348 893	10 256 298	16 884 900	8 586 703	1 804 954	9 165 504	9 188 176	9 451 823	9 556 320	7 357 820	7 386 241	13 622 693	9 348 276	15 087 693	9 362 451	16 271 788	19 696				



COMPTE FINANCIER 2020
CA du 15 MARS 2021

TABLEAU 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Compte Financier 2019	BR2 2020	EXECUTION 2020	2021	2022 (*)
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	22 933 275	24 357 135	22 400 147	31 501 677	6 500 000
Financements de l'État fléchés	1 200 130	1 063 898	3 871 763	6 000 000	
<i>Dont financement CPER ETAT</i>	885 000	1 000 000	3 690 000	6 000 000	4 000 000
Autres financements publics fléchés	18 871 977	18 277 160	13 384 844	19 147 064	
<i>Dont financement CPER - VDP- RIDF</i>	500 000	-	-	1 500 000	2 500 000
Recettes propres fléchées	2 861 168	5 016 077	5 143 540	6 354 614	
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	20 615 103	27 791 999	19 274 516	34 907 734	6 787 731
Personnel					
<i>AE=CP</i>	11 856 055	13 039 981	11 131 201	12 006 660	
Fonctionnement					
<i>AE</i>	6 379 709	9 158 995	6 040 904	8 967 879	
<i>CP</i>	6 347 102	9 376 952	5 724 892	7 855 720	
Investissement					
<i>AE</i>	7 071 323	4 808 328	2 988 481	5 962 826	21 351 928
<i>CP</i>	2 411 946	5 375 066	2 418 424	15 045 354	6 787 731
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	2 318 172	- 3 434 864	3 125 631	- 3 406 057	- 287 731

(*) uniquement le CPER



TABLEAU 9 - Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opération	Montant de l'opération	Autorisation d'engagement			Crédits de paiement			Restes à engager en fin d'année 2020 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2020 (CP)
		AE consommées au titre des années antérieures à 2020*	AE ouverts en 2020 (consolidé BR2)	AE consommées en 2020 (CFI2020)	CP consommés au titre des années antérieures à 2020	CP ouverts en 2020 (consolidé BR 2)	CP consommés en 2020 (CFI2020)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(8) = (1) - (5)	(13) = (5) - (8)
LABEX	38 869 000	25 541 216	3 818 330	3 536 094	25 275 816	3 818 330	3 452 963	9 509 454	265 400
EQUIPEX	8 347 773	5 043 595	5 000	0	5 029 406	5 000	0	3 299 178	14 189
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS	47 216 773	30 584 811	3 823 330	3 536 094	30 305 222	3 823 330	3 452 963	12 808 632	279 589
Grands projets	34 894 638	10 959 813	346 002	115 823	2 120 803	1 461 927	1 094 044	23 588 823	7 723 085
GER	4 957 219	1 925 266	1 430 449	1 466 332	1 471 821	1 415 202	1 477 711	1 601 504	468 692
Réhabilitation	4 147 979	2 150 156	716 124	361 551	1 820 791	623 463	204 141	1 281 699	422 027
Internat	1 380 000	0	722 000	651 730	0	332 000	194 293	658 000	390 000
Hors SPSI	1 333 000	403 051	480 484	391 832	436 239	407 543	255 506	449 465	39 753
TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES	46 712 836	15 438 287	3 695 059	2 987 269	5 849 655	4 240 135	3 225 695	27 579 490	9 043 557
TOTAL OPERATIONS PLURI-ANNUELLES	93 929 609	46 023 098	7 518 389	6 523 363	36 154 877	8 063 465	6 678 658	40 388 122	9 323 146

Source : BR2 2020 et BI 2020 pour Montant opération + conso AE-CP antérieures à 2020

* Les AE et CP consommés au titre des années antérieures à 2020 font référence au BR2 2020. L'écart entre ces chiffres et ceux du CFI 2019 provient de l'évolution des périmètres de travail entre les différents budgets.

B - Recettes

Opération	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant financements extérieurs	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements au titre de l'année 2020	Restes à encaisser
	(1)	(14)=(1) - (15)	(15)	(16)	(17)	(18) = (15) - (16) - (17)
LABEX	38 869 000	0	38 869 000	nd	2 816 731	nd
EQUIPEX	8 347 773	0	8 347 773	nd		nd
TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS	47 216 773	0	47 216 773	nd	2 816 731	nd
Grands projets	34 894 638	3 394 638	31 500 000	5 235 000	3 690 000	22 575 000
GER	4 957 219	4 957 219	0	0	0	0
Réhabilitation	4 147 979	3 257 979	890 000	310 000	300 000	280 000
Internat	1 380 000	1 380 000	0	0	0	0
Hors SPSI	1 333 000	1 133 000	200 000	0	0	200 000



TABLEAU 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opérations	Nature	Montant de l'opération	Autorisation d'engagement			Crédits de paiement		
			AE consommées au titre des années antérieures à 2020*	AE ouverts en 2020 (consolidé BR2)	AE consommées en 2020 (CFI2020)	CP consommés au titre des années antérieures à 2020	CP ouverts en 2020 (consolidé BR 2)	CP consommés en 2020 (CFI2020)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Contrat de recherche : LABEX EQUIPEX	Personnel	nd	nd	1 946 426	2 026 823	nd	1 946 426	2 026 823
	Fonctionnement	nd	nd	1 391 904	1 184 598	nd	1 391 904	1 167 111
	Investissement	nd	nd	485 000	324 673	nd	485 000	259 030
Total Contrat de recherche		47 216 773	30 584 811	3 823 330	3 536 094	25 992 853	3 823 330	3 452 964
Opérations immobilières	Fonctionnement	1 165 000	344 797	549 790	212 597	140 207	514 886	213 140
	Investissement	45 547 836	15 093 490	3 145 269	2 774 672	5 709 448	3 725 249	3 012 555
Total opérations immobilières		46 712 836	15 438 287	3 695 059	2 987 269	5 849 655	4 240 135	3 225 695
<i>Ss total Personnel</i>				3 698 520			1 946 426	
<i>Ss total Fonctionnement</i>				4 881 500			1 906 790	
<i>SS total Investissement</i>				21 621 784			4 210 249	
TOTAL		93 929 609	46 023 098	15 943 973	6 523 363	31 842 508	8 063 465	6 678 658

Programmation dépenses 2020 et suivants					
AE prévues en 2021	CP prévues en 2021	AE prévues en 2022	CP prévues en 2022	AE prévues en 2023 et suivants	CP prévues en 2023 et suivants
(12)	(13)	(14)	(15)	(16) = (1) - (2) - (6) - (12)	(17) = (1) - (7) - (11) -
1 997 320	1 997 320				
1 675 400	1 075 000				
782 819	908 408				
ND	ND	ND	ND	ND	ND
0	92 800	0	0	0	0
5 132 868	13 259 832	23 351 928	9 787 731	1 940 124	12 669 944
5 132 868	13 352 632	23 351 928	9 787 731	1 940 124	12 669 944
ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : BI 2020 pour Montant opération + conso AE-CP antérieures à 2019

B - Prévissions de recettes

Opérations	Nature	Prévission
		financement extérieur des opérations
		(18)
Contrat de recherche : LABEX EQUIPEX	Financement de l'Etat	
	Autres financements publics	47 216 773
	Autres financements	
Total recettes contrat de recherche		47 216 773
Opérations immobilières	Financement de l'Etat	21 500 000
	Autres financements publics	10 000 000
	Autres financements	1 090 000
Total opérations immobilières		32 590 000
<i>ss total financement de l'Etat</i>		<i>21 500 000</i>
<i>ss total autres financements publics</i>		<i>57 216 773</i>
<i>ss total autres financements</i>		<i>1 090 000</i>
TOTAL		79 806 773

Prévission N			
Encaissements au titre des années antérieures à 2020	Encaissements au titre de l'année 2020	Encaissements prévus en 2021	Encaissements prévus en 2022 et suivants
(19)	(20)	(21)	(22) = (18) - (19) - (20) - (21)
en cours	3 400 000	4 800 000	
en cours			
	3 400 000	4 800 000	nd
2 735 000	3 690 000	6 000 000	9 075 000
2 500 000	0	1 500 000	6 000 000
310 000	300 000	0	480 000
5 545 000	3 990 000	7 500 000	15 555 000
	3 690 000		
	3 400 000		
	300 000		
nd	7 390 000	nd	nd

COMPTE FINANCIER 2020

TABLEAU 12
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Correction Balance d'entrée 2020 - 3 071 790

		CF 2019	BI +BR1+BR2 2020	CF 2020
Stocks initiaux	1 Niveau initial des restes à payer	11 191 339	23 476 847	20 414 393
	2 Niveau initial du fonds de roulement	25 177 331	24 327 714	21 255 924
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 8 851 210	-8 851 210	-8 851 210
	4 Niveau initial de la trésorerie	30 652 281	33 178 924	33 178 924
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	15 780 113	18 098 285	21 198 840
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	14 872 168	15 080 639	11 980 084	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	129 930 161	138 125 604	127 473 809
	6 Résultat patrimonial	1 834 674	224 698	1 198 331
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	2 750 124	3 312 333	5 248 566
	8 Variation du fonds de roulement	-849 617	-671 705	-618 520
	9 Opérations comptables sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS 47 610	0	32 506
	Variation des stocks	+ / - - 88 831	0	31 972
	Production immobilisée	+ 132 694		
	Charges sur créances irrécouvrables	- 3 747		534
	Produits divers de gestion courante	+		
	10 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS -2 490 163	4 940 664	-5 839 227
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	4 741 864	-5 839 227
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	198 800	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		
	11 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10	1 592 936	-5 609 469	5 188 200
11.a Recettes budgétaires	119 237 590	126 550 660	123 357 603	
11.b Crédits de paiement	117 644 653	132 160 129	118 169 403	
12 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations non budgétaires	2 442 553	-1 700 000	-1 696 679	
13 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 12		3 237 764	-7 503 399	
14 Variation de la trésorerie = 11 - 12	2 526 643	-3 909 469	6 884 879	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée	2 318 172	-3 434 864	0	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	208 471	-474 605	6 884 879	
15 Restes à payer	12 294 844	5 965 475	9 304 406	
Stocks finaux	16 Niveau final de restes à payer	23 486 183	29 442 322	29 718 799
	17 Niveau final du fonds de roulement	24 327 714	23 656 009	20 637 404
	18 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-8 851 210	-5 613 446	-16 354 609
	19 Niveau final de la trésorerie	33 178 924	29 269 455	40 063 803
	19.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	21 198 840	14 663 421	21 198 840
19.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	11 980 084	14 606 034	18 864 963	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

En termes méthodologiques, il est précisé que les restes à payer présentés au compte financier 2019 faisaient apparaître sur le tableau 12 un montant non cohérent avec celui ressortant des tableaux budgétaires (2 notamment) : cette information a donc été corrigée sur le présent tableau pour 12,1 M€ et non plus pour 11,2 M€.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

2020

Annexe au
compte financier

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2020

Sommaire

Bilan Actif	Page 3
Bilan Passif	Page 4
Compte de résultat – Produits	Page 5
Compte de résultat – Charges	Page 6
I) Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation	Page 7
II) Principes comptables et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions).....	Page 7
III) Notes relatives aux postes de bilan - Actif.....	Page 8
IV) Notes relatives aux postes de bilan - Passif.....	Page 15
V) Notes relatives aux postes du compte de résultat.....	Page 18
V) Autres informations.....	Page 19

Les comptes concernent l'Ecole Normale Supérieure

BILAN - Partie ACTIF

ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	MONTANT NET	TOTAUX
		ET PROVISIONS		EX.ANTERIEUR
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	267 052,29	187 430,93	79 621,36	23 194,75
Immobilisations corporelles	461 317 227,45	82 131 917,40	379 185 310,05	381 368 229,48
Terrains	160 433 364,52	0,00	160 433 364,52	160 433 364,52
Constructions	263 164 767,67	56 334 830,60	206 829 937,07	207 732 536,46
Installations techniques, matériels, et outillages	16 734 084,54	16 734 084,54	0,00	-989 208,46
Collections	1 589 347,25	0,00	1 589 347,25	1 589 347,25
Biens historiques et culturels	0,00		0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	13 213 337,58	9 063 002,26	4 150 335,32	3 712 354,55
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	4 037 989,63	0,00	4 037 989,63	7 946 441,33
Avances et acomptes sur commandes	2 144 336,26		2 144 336,26	943 393,83
Immobilisations grevées de droits	0,00		0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	52 556,13	0,00	52 556,13	42 556,13
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	461 636 835,87	82 319 348,33	379 317 487,54	381 433 980,36
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	177 965,82	0,00	177 965,82	145 993,48
Créances	13 314 345,34	444 194,12	12 870 151,22	14 715 620,08
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	1 987 901,43		1 987 901,43	3 309 506,77
Créances clients et comptes rattachés	1 883 168,40	444 194,12	1 438 974,28	832 321,81
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	5 179,00		5 179,00	8 122,00
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	9 438 096,51	0,00	9 438 096,51	10 565 669,50
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts)	251 616,48		251 616,48	116 477,72
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	13 743 927,64	444 194,12	13 299 733,52	14 978 091,28
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	40 324 894,81		40 324 894,81	33 178 923,43
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	40 324 894,81	0,00	40 324 894,81	33 178 923,43
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecarts des conversion Actif	303,63		303,63	8 056,58
TOTAL GENERAL	515 705 961,95	82 763 542,45	432 942 419,50	429 599 051,65

BILAN - Partie PASSIF

PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES		
Financements reçus	339 693 234,67	344 033 242,23
Financement de l'actif par l'Etat	335 825 913,73	340 165 921,29
Financement de l'actif par des tiers	3 867 320,94	3 867 320,94
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	60 738 563,07	58 903 888,59
Report à nouveau	-2 890 750,92	181 039,15
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 198 330,91	1 834 674,48
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	398 739 377,73	404 952 844,45
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	770 620,39	487 806,40
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	770 620,39	487 806,40
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	700,00	700,00
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	700,00	700,00
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 842 733,16	1 685 697,73
Dettes fiscales et sociales	982 235,14	882 334,23
Avances et acomptes reçus	22 647 554,60	21 198 840,08
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositif	77 828,28	0,00
Autres dettes non financières	1 209 480,17	259 359,64
Produits constatés d'avance	4 409 875,89	57 878,68
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	33 169 707,24	24 084 110,36
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	261 092,35	0,00
TOTAL TRESORERIE	261 092,35	0,00
Comptes de régularisation	0,00	0,00
Ecart de conversion Passif	921,79	0,00
TOTAL GENERAL	432 942 419,50	429 525 461,21

Compte de résultat - Partie PRODUITS

PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	108 653 763,38	105 298 406,03
Subventions pour charges de service public	89 713 872,00	86 367 358,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	18 309 882,45	18 670 662,54
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	448 940,66	65 145,21
Produits de la fiscalité affectée	181 068,27	195 240,28
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	10 708 722,41	8 116 162,62
Ventes de biens ou prestations de services	6 557 008,29	6 141 945,02
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	490,00
Autres produits de gestion	4 132 861,32	2 062 558,64
Production stockée et immobilisée	18 852,80	-88 831,04
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	
Autres produits	4 345 966,07	8 676 796,52
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	4 345 966,07	5 900 988,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	2 775 808,13
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	123 708 451,86	122 091 365,17
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	
Gains de change	604,92	5 916,40
Autres produits financier	0,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	604,92	5 916,40
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	123 709 056,78	122 097 281,57

Compte de résultat - Partie CHARGES

CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	279 483,03	489 757,11
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	24 570 866,32	24 361 062,55
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	48 892 998,01	47 917 859,27
Charges sociales	30 997 949,60	30 506 382,86
Intéressement et participation	0,00	
Autres charges de personnel	1 023 745,22	953 406,47
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	8 256 198,48	6 391 424,69
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	8 396 201,05	9 592 736,19
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	122 417 441,71	120 212 629,14
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	
Transfert aux entreprises	0,00	
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	
Transfert aux autres collectivités	0,00	
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	0,00	
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	122 417 441,71	120 212 629,14
CHARGES FINANCIÈRES		0,00
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	
Pertes de change	8 679,63	
Autres charges financières	84 604,53	49 977,95
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	
TOTAL CHARGES FINANCIERES	93 284,16	49 977,95
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	1 198 330,91	1 834 674,00
TOTAL CHARGES	123 709 056,78	122 097 281,09

Annexe avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2020, au bilan dont le total net est de 432 942 419,50 € et le résultat de fonctionnement de 1 198 330,91 €.

L'exercice d'une durée de douze mois est clos au 31 décembre 2020.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par l'agent comptable et le directeur de l'Ecole normale supérieure.

I - Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation.

1.1.- Faits caractéristiques de l'année 2020

L'année 2020 a été caractérisée par la crise sanitaire générée par la COVID19. Si ceci a eu des impacts sur l'activité de l'Ecole, il n'y a eu aucun impact sur la méthodologie de comptabilisation de l'année, sinon une large dématérialisation des pièces justificatives de la gestion 2020.

A la suite de la réserve émise par les Commissaires aux comptes de l'établissement et en l'absence de solution technique interne offerte par l'association Cocktail maître d'œuvre du système d'information financier, le suivi de l'actif immobilisé est désormais assuré par l'application Neptune, proposée par Quasar Conseil mais reliée à un connecteur Cocktail.

La gestion comptable et financière de l'année 2020 a été assurée par Nicole Dairé, puis par Stéphane Poulain, agent comptable de l'établissement nommé en juin 2020.

1.2.- Comparabilité des comptes

1.2.1 - Changements de méthodes comptables

Néant.

1 2.2 - Corrections d'erreurs 2020

Les corrections d'erreurs comptabilisées n'ont pas d'impact budgétaire.

En application de l'instruction BOFIP-GCP du 14-0004 du 25/02/2014 relative à la comptabilisation des changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs, deux séries de corrections ont été comptabilisées, pour un montant total de 3 M€, en report à nouveau.

Il s'agit de la comptabilisation :

- ✓ de la part 2019 de l'évaluation des produits constatés d'avance (PCA) constatés en 2020 au titre d'opérations pluriannuelles pour un montant total de 2,8 M€ selon le détail indiqué ci-dessous, à la suite du changement d'évaluation indiqué au § 1-2-3 ;
- ✓ de charges à payer pour un montant total de 259 K€, à rattacher à la gestion 2019 au titre des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN).

Les ajustements enregistrés en report à nouveau sont les suivants :

Débit du compte 110	Contrepartie en crédit	Montant
Extourne 2020 des Produits constatés d'avance 2019 sur opérations pluriannuelles	70662	61 786,64
	7588	552 737,88
	741312	2 198 174,55
	sous-total	2 812 699,07
Rattachement à l'exercice 2019 de charges au titre des CDSN engagés par des conventions signées	4081	259 091,00
Total des corrections		3 071 790,07

1 2.3 – Changement d'estimation 2020

Deux changements d'estimation ont été effectués en 2020 :

- ✓ En application de la norme comptable n°19 relative aux contrats à long terme, l'ensemble des produits afférents aux contrats de recherche (contrats industriels compris) et produits du mécénat ont été estimés à hauteur des charges cumulées (personnel et fonctionnement), en se référant aux avances versées ainsi

qu'aux titres déjà émis par le passé. Cette estimation a été faite à partir des extractions des applications GFC-Compta et GFC-Opérations.

- ✓ Les contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) sont financés dans le cadre de la subvention pour charges de service public (SCSP). Le reversement de ces financements par l'Ecole aux différents établissements de l'enseignement supérieur, employeurs de ces doctorants, est conditionné par la signature de conventions : les modalités et les délais de mise en œuvre de cette organisation financière renouvelée ont conduit à la comptabilisation d'une provision pour charges en 2018, qui a été reprise en 2019 après signature progressive des conventions dédiées.

En 2020, les délais de facturation par les établissements partenaires, aggravés par la crise sanitaire, ont conduit à évaluer une charge à payer de 1,7 M€ au titre de ces CDSN. Ce montant correspond au montant prévu des paiements à effectuer au plus tard au 31/12/2020 selon les dispositions des conventions signées mais encore dans l'attente des factures des établissements partenaires non parvenues à la clôture. A cette évaluation, s'ajoute un montant de 259 K€ de charges à payer concernant la gestion 2019 de ces mêmes CDSN ayant conduit à une écriture de correction (cf. § 1-2-2).

Cette estimation est distincte, mais complémentaire, des engagements signés, retracés par la comptabilité budgétaire en autorisations d'engagement

II - Principes comptables et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions).

L'ENS est soumise aux nouveaux articles R719-51 à R719-112 du Code de l'éducation relatifs au budget et régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel bénéficiant des responsabilités et compétences élargies.

Ces articles résultent de la transposition du décret n°2008-618 abrogé en 2013 et auquel était soumise l'ENS depuis 2010. Ils intègrent les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 valant nouveau règlement relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'ENS applique également les nouvelles instructions de la Direction générale des Finances publiques et en particulier :

- ✓ BOFIP-GCP-13-0004 du 31/1/2013 relatif à la comptabilisation des financements externes de l'actif dans les établissements publics nationaux,
- ✓ BOFIP-GCP-13-0022 du 5/12/2013 relatif à la comptabilisation des subventions reçues,
- ✓ BOFIP-GCP-13-0024 du 9/12/2013 relatif à l'évaluation et la comptabilisation des passifs sociaux,
- ✓ Circulaire DGFIP du 3 juillet 2019 relative aux droits d'inscription universitaires.

III - Notes relatives aux postes de bilan - ACTIF

3.1 - Actif immobilisé.

3.1.1 Immobilisations incorporelles.

Les investissements d'une valeur unitaire inférieure à 2 000 € HT sont comptabilisés en charges d'exploitation. Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service.

3.1.2 Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- ✓ à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les accessoires)
- ✓ à leur coût de production pour les biens produits par l'établissement
- ✓ Le patrimoine immobilier bâti et non bâti remis en affectation est comptabilisé à sa valeur vénale évaluée par les services de France Domaine.

3.1.3 Immobilisations financières.

Les immobilisations sont composées principalement de prêts accordés, de dépôts et cautionnements versés.

3.1.4 Tableau de variations des immobilisations.

4. Tableau des immobilisations						
Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition /	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	183 984,47	0,00	83 067,82	0,00	0,00	267 052,29
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	183 984,47	0,00	83 067,82	0,00	0,00	267 052,29
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	446 653 626,98	4 580 798,75	3 900 475,83	0,00	0,00	455 134 901,56
Terrains	160 433 364,52	0,00	0,00	0,00	0,00	160 433 364,52
Constructions	256 742 760,50	4 580 798,75	1 841 208,42	0,00	0,00	263 164 767,67
Installations techniques, matériels, et outillage	15 966 823,38	0,00	767 261,16	0,00	0,00	16 734 084,54
Collections	1 589 347,25	0,00	0,00	0,00	0,00	1 589 347,25
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	11 921 078,54	0,00	1 292 259,04	0,00	0,00	13 213 337,58
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	9 380 260,20	0,00	1 382 864,44	4 580 798,75		6 182 325,89
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	42 556,13	0,00	10 000,00	0,00	0,00	52 556,13
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	42 556,13	0,00	10 000,00	0,00	0,00	52 556,13
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	456 260 427,78	4 580 798,75	5 376 408,09 €	4 580 798,75	0,00	461 636 835,87

Les mouvements sur les comptes d'immobilisation sont constitués des services faits, qui font entrer le bien à l'actif, et des virements de compte à compte qui enregistrent les mises en service lorsqu'il s'agit de travaux par lots.

Les immobilisations incorporelles ont augmenté significativement en 2020 (+83 K€) en raison de l'acquisition d'une application informatique (48 K€) sur l'étude des œuvres de philosophie en langue arabe pour le Centre Jean Pépin et pour le reste, principalement pour le Centre des Ressources Informatiques (CRI), notamment des licences destinées à l'équipement des réseaux.

Les constructions ont évolué de façon importante en 2020 (+6,4 M€), principalement suite à la mise en service d'immobilisations jusqu'alors suivies en « en cours » (à hauteur de 4,5M€), notamment pour l'opération de rénovation du campus Jourdan (3,2 M€), ainsi que celle du bâtiment Logos (1 M€) et le réaménagement du 4eme étage du 29 rue d'Ulm pour le Département d'Etudes Cognitives (DEC pour 1,2 M€), auxquels s'ajoutent divers travaux sur les différents sites de l'établissement. Ces immobilisations sont donc désormais amorties.

Les installations ont connu une augmentation de 767 K€, principalement au bénéfice des départements Biologie (118 K€), physique (94 K€) et informatique (55 K€), auxquels s'ajoutent notamment les opérations financées (ICFP pour 150 K€, Maturation pour 64 K€, DIM Oxymore pour 55 K€ prématuration Qlife pour 41 K€).

Dans le contexte particulier de la crise sanitaire, les autres immobilisations corporelles ont augmenté de 1,3 M€, principalement en matériel informatique (571 K€) et divers matériels (629 K€), dont 618 K€ sur les seules lignes de la Direction Générale des Services.

3.1.5 Amortissements.

3.1.5.1. Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements.

Les immobilisations sont amorties linéairement au prorata temporis, à compter de leur date de mise en service.

✓ Logiciels :	2 ans
✓ Brevets autres concessions et droits similaires	2 ans
✓ Bâtiments :	50 ans
✓ Installations générales, agencement,	
✓ Aménagements des constructions	20 ans
✓ Matériel scientifique	5 ans
✓ Matériel d'enseignement	5 ans
✓ Outillage :	5 ans
✓ Collections littéraires, scientifiques, artistiques	non amorties
✓ Matériel de transport :	5 ans
✓ Matériel de bureau et mobilier :	5 ans
✓ Matériel informatique :	3 ans
✓ Matériel divers :	5 ans

3.1.5.2 Tableau de variation des amortissements.

Les amortissements 2020 de l'établissements ont été déterminés à partir du nouvel applicatif de suivi des immobilisations Neptune. Ils l'ont été une fois les données relatives à l'actif de l'établissement injectées. D'un montant total de 7,9 M€, ces amortissements sont en nette réduction par rapport à ceux décomptés en 2019 (-1,5 M€). Ils représentent un montant cumulé de 82,3 M€.

5. Tableau des amortissements				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	160 789,72	26 641,21	0,00	187 430,93
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	160 789,72	26 641,21	0,00	187 430,93
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	74 174 979,87	7 956 937,53	0,00	82 131 917,40
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	49 010 224,04	4 359 683,56	0,00	53 369 907,60
Installations techniques, matériels, et outillage	16 956 031,84	2 742 975,70	0,00	19 699 007,54
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	8 208 723,99	854 278,27	0,00	9 063 002,26
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations				
Titres de participation				
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)				
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				
Autres immobilisations financières				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)				
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
Autres créances immobilisées				
TOTAUX	74 355 445,59	7 983 578,74	0,00	82 339 024,33

3.2 Stocks.

Les stocks de denrées alimentaires sont valorisés à leur coût d'acquisition. Fin 2020, ils s'élèvent à 26 K€ selon les informations transmises par le service.

Les stocks de livres et ouvrages sont valorisés à leur prix d'acquisition sans donner lieu à dépréciation. Les stocks d'édition ont aussi faiblement varié, aboutissant à un stock final valorisé à hauteur de 151 K€.

3 Tableau des variations de stocks				
Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	13 299,43	13 119,54	0,00	26 418,97
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	132 694,05	18 852,80	0,00	151 546,85
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	145 993,48	31 972,34	0,00	177 965,82

3.3. Créances d'exploitation et diverses.

3.3.1 Créances clients et comptes rattachés.

8. Tableau des créances			
Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	52 556,13	10 000,00	42 556,13
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	52 556,13	10 000,00	42 556,13
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	13 507 172,86	11 884 483,58	1 622 689,28
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 987 901,43	762 438,18	1 225 463,25
- Créances clients et comptes rattachés	1 883 168,40	1 485 942,37	397 226,03
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	5 179,00	5 179,00	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	9 379 307,55	9 379 307,55	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	251 616,48	251 616,48	0,00
TOTAUX	13 559 728,99	11 894 483,58	1 665 245,41

Les créances de l'actif immobilisé correspondent aux dépôts et cautionnement versés, notamment pour la constitution de la fondation partenariale ENS – MEYER.

Les créances de l'actif circulant sont :

- ✓ les créances sur les entités publiques, à hauteur de près de 2 M€ :

Ces créances sont en réduction (-89 K€) selon le détail indiqué ci-dessous, mais on soulignera surtout la disparition des créances au titre des crédits de TVA (1,4 M€) à la fin 2019 qui sont désormais sollicitées mensuellement (seul le solde demandé pour le mois de décembre 2020 est ici constaté).

Autres organismes	934 107
Financements à recevoir (investissements)	554 411
Crédit de TVA	159 596
Autres collectivités et établissements publics	143 907
TVA sur factures non parvenues	104 348
Etat	53 000
Régions	38 532

- ✓ les comptes clients et rattachés : 1,8 M€ dont 487 K€ au titre des ruptures d'engagement décennal (28 dossiers) contre 653 K€ en 2019 (pour 40 dossiers). On soulignera que les créances de plus d'1 an ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de comptes clients (cf. supra § 3-3).
- ✓ les créances sur les autres débiteurs et les produits à recevoir : ce type de créances est relativement marginale, à l'exception des deux comptes suivants :
 - les dépenses avant ordonnancement pour un montant cumulé de 181 K€, dont 122 K€ concerne le seul prestataire de voyage via l'UGAP payé au moyen d'une carte logée, dont les difficultés de suivi aboutissent à ce reliquat ;
 - les produits à recevoir représentent un volume de 9,2 M€ (soit -1,2 M€ par rapport en 2019), qui intègrent, outre l'estimation des produits de restauration pour novembre et décembre 2020 (pour 34 K€), les recettes découlant des opérations pluriannuelles de recherche (subventions, prestations de service ou mécénat) déterminées à l'issue du changement d'estimation précité (cf. § 1-2-3).
- ✓ les charges constatées d'avance : Ce poste correspond à des dépenses effectuées en 2020 se rapportant à l'année 2021. Il s'agit en particulier d'abonnements ou de contrats de maintenance, notamment informatique pour un montant total de 251 K€ selon le détail ci-dessous :

Fournisseurs concernés	Montant de la dépense 2020 HT	Montant de la part 2021 (=CCA)
Comsol	2 392 €	2 195 €
Croisac	5 220 €	4 658 €
DELL	25 300 €	20 950 €
Easter-Eggs	4 875 €	4 473 €
Interdata	34 725 €	12 082 €
LogMeIn	28 512 €	15 920 €
National Instruments	9 298 €	5 843 €
SCC France	20 493 €	17 641 €
SHI	12 799 €	11 078 €
Softwareone	38 488 €	35 033 €
StartX	80 914 €	44 586 €
Technicontrol	2 620 €	2 596 €
The MathWorks	43 363 €	39 799 €
UGAP	31 332 €	14 202 €
Wolfram Research	23 098 €	20 560 €
Total général	363 428 €	251 616 €

Services porteurs	CCA 2021
CRI	240 983 €
GEOS	2 195 €
IBENS	2 596 €
PHYS	5 843 €
Total	251 616 €

IV - Notes relatives aux postes de bilan – PASSIF.

4.1 - Financements de l'actif

Les fonds propres sont constitués des dotations et affectations de l'Etat ainsi que des réserves.

Les actifs reçus en dotation font l'objet d'un amortissement équivalent à la reprise au compte de résultat du financement de ces actifs, sur des comptes spécifiques et non plus en déduction des comptes enregistrant le financement initial.

Il n'y a eu aucune variation de ces financements au cours de l'année 2020. Seule la reprise correspondant à l'annuité annuelle d'amortissement des biens mis à disposition par l'Etat a été comptabilisée pour 4,3 M€.

6. Tableau des financements de l'actif								
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Cellule à masquer	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	340 165 921,29	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	335 825 913,73
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	340 165 921,29	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	335 825 913,73
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	333 528 924,40	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56		0,00	329 188 916,84
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Financement des autres actifs :								
État	5 062 590,26	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	5 062 590,26
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Autres	1 574 406,63	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	1 574 406,63
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	3 867 320,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 867 320,94
Financements non rattachés à un actif	376 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 000,00
- Régions	376 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	376 000,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	3 491 320,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 491 320,94
- Régions	110 910,59	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	110 910,59
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	515,80	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	515,80
- Autres collectivités et établissements publics	1 252 789,46	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	1 252 789,46
- Union Européenne	711 425,58	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	711 425,58
- Autres organismes	698 728,66	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	698 728,66
- Autres	716 950,85	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	716 950,85
TOTAUX	344 033 242,23	0,00	0,00	0,00	4 340 007,56	0,00	0,00	339 693 234,67

Les montants indiqués dans les colonnes cumul au début de l'exercice et cumul à la fin de l'exercice correspondent aux financements, déduction faite des reprises au compte de résultat des financements.

4.2. Provisions pour risques et charges / Dépréciations.

4.2.1. Provisions pour litiges.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges précis quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon exacte dès lors que :

- ✓ L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- ✓ Il est probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- ✓ L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Le recensement par l'appui du Pôle des Affaires Juridiques n'a pas conduit à identifier des risques juridiques à provisionner pour 2020.

4.2.2. Provisions pour charges.

Une provision pour allocation de perte d'emploi a été inscrite en 2020 : elle correspond au risque de paiement d'allocation de retour à l'emploi et est établie sur la base de la moyenne des dépenses enregistrées au titre des 6 derniers exercices.

Une provision au titre du Compte Epargne Temps (CET) a été comptabilisée à hauteur de 288 K€ correspondant à la valorisation de 2.552 jours cumulés au 31/12/2020.

1. Tableau des Provisions					
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour charges					
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	487 806,40	0,00	5 958,51	0,00	481 847,89
Autres provisions pour charges	0,00	288 772,50	0,00	0,00	288 772,50
Total des provisions	487 806,40	288 772,50	5 958,51	0,00	770 620,39

4.2.3. Dépréciations.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées sur le critère de l'ancienneté de la créance. La dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants est évaluée chaque année sur cette base (créances des comptes 4111, 416, 4417 et 463 de plus d'un an, au nom de débiteurs privés ou de certains débiteurs publics).

Le montant de la provision au 31/12/2020 est de 444 K€ à l'issue de la comptabilisation d'une provision complémentaire de 123 K€ compte tenu de la dotation initiale de 320 K€.

2. Tableau des dépréciations				
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	320 344,31	123 849,81	0,00	444 194,12
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	320 344,31	123 849,81	0,00	444 194,12

4.3 Dettes

Le tableau des dettes est le suivant :

9. Tableau des dettes				
Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	700,00	0,00	0,00	700,00
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	700,00	0,00	0,00	700,00
Dettes non financières	33 169 707,24	19 652 116,17	3 041 086,05	10 476 505,02
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 842 733,16	3 631 149,85	211 583,31	0,00
- Dettes fiscales et sociales	982 235,14	982 235,14	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	22 647 554,60	13 768 226,40	0,00	8 879 328,20
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	77 828,28	77 828,28	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	1 209 480,17	1 192 676,50	16 803,67	0,00
- Produits constatés d'avance	4 409 875,89	0,00	2 812 699,07	1 597 176,82
TOTAUX	33 170 407,24	19 652 116,17	3 041 086,05	10 477 205,02

4.3.1. Dettes financières.

Le solde des cautions reçues pour la direction des bibliothèques n'a pas évolué sur la période, restant à hauteur de 700 €.

4.3.2 Dettes d'exploitation - dettes non financières

Par rapport à la gestion 2019, on relèvera une nette augmentation des autres dettes non financières (1,2 M€ en solde) se trouvant en recettes à régulariser : ceci s'explique à hauteur de 90 % par l'encaissement tardif de 940 K€ venant de plusieurs financeurs majeurs (région Ile de France, PSL, CNRS, Institut Francis Crick) durant la période de fermeture de l'établissement (entre les fêtes).

✓ **Dettes fournisseurs et comptes rattachés**

Ce poste correspond aux dettes vis-à-vis des fournisseurs, soit au titre de charges à payer, soit au titre des retenues de garanties.

- Retenues de garantie sur marchés de travaux : 217 K€
- Services faits constatés mais factures non parvenues : 3,6 M€, soit une augmentation de 2,1 M€ par rapport à la clôture 2019. Cette variation s'explique par le recensement de 1,7 M€ de charges à payer au titre des CDSN constatés à la fin 2020, auxquels s'ajoutent 259 K€ de correction pour la part 2019. Par ailleurs 417 K€ correspondent aux factures reçues tardivement mais n'ayant pu être mises en paiement durant la période de fermeture de l'établissement en fin d'année.

✓ **Dettes fiscales et sociales**

Les éléments de calcul ont été produits selon les dispositions de l'instruction DGFIP du 27 novembre 2013 sur les modalités de comptabilisation des droits à congés, comptes épargne-temps, des heures supplémentaires et des heures complémentaires. La valorisation du volume des jours figurant sur les comptes épargne-temps figure en provision (cf. § 4-2-1).

Les dettes sociales correspondent aux éléments de passifs sociaux, soit :

- Les dettes provisionnées pour congés payés : 681 K€ pour un montant proche de celui constaté en 2019 ;
- Les autres charges à payer au titre des dépenses de personnel : y figure le recensement des mises à disposition constatées mais non encore payées.

✓ **Avances et acomptes reçus – Autres dettes non financières**

Le montant de 22,6 M€ correspond au solde des avances reçues au titre des projets pluri-annuels (recherche et Contrat de projet Etat – Région CPER) selon le détail ci-dessous :

CPER	7 350 593,37
Commission Européenne	5 136 547,95
ANR	4 171 326,43
PSL	2 849 192,24
Autres	2 687 144,56
Paris / Régio IdF	233 891,83
fondation de l'ENS	218 857,62
Total	22 647 554,00

✓ **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance sont en forte augmentation en 2020, puisque porté à 4,4 M€, puisque, outre les produits issus des mises à disposition des locaux (52 K€) déjà constatés par le passé, un volume important de produits (4,3 M€) a été recensé au titre des opérations pluriannuelles suite au changement d'estimation déjà indiqué (cf. § 1-2-3), principalement au titre de subventions (3,5 M€ et pour le reste et à parts quasi égales pour le mécénat et les prestations de recherche). Une part significative de ces produits estimés (2,8 M€) est considérée comme relevant des exercices précédents, justifiant la comptabilisation d'une correction d'erreur (cf. 1-2-1).

V - Notes relatives aux postes du compte de résultat.

5.1 Produits

✓ Subventions d'exploitation :

Conformément à l'instruction BOFIP-GCP-13-0022 du 5 décembre 2013 relative à la modalité de comptabilisation des subventions reçues, l'ENS a comptabilisé les subventions dès lors que les conditions nécessaires à la constitution du droit de l'organisme public bénéficiaire étaient satisfaites.

Les subventions d'exploitation soumises à conditions suspensives sont prises en compte en résultat au fur et à mesure de la réalisation des objectifs et des dépenses engagées.

Les subventions sans conditions sont enregistrées au cours de l'exercice pendant lequel elles ont été reçues.

✓ Contrats de recherche :

Le chiffre d'affaire sur les contrats de recherche est comptabilisé selon la méthode de l'avancement depuis le 01/01/2015).

La méthode à l'avancement consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au fur et à mesure de l'avancement des contrats. Dans la mesure où l'ENS n'a pas la possibilité d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, aucun profit n'est dégagé et le chiffre d'affaires est donc reconnu à hauteur des charges qui ont été enregistrées.

Produits	2020	2019	Variation en %
Droits de scolarité	747 824	694 213	8%
Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité	5 828 037	5 358 901	9%
Subventions	108 518 119	105 146 996	3%
Produits divers de gestion et produits financiers	4 269 111	2 220 375	92%
Reprises sur provisions et quotes-parts de subvention	4 345 966	8 676 797	-50%
Total	123 709 057	122 097 282	1%

La variation concernant les subventions s'explique principalement par l'augmentation de la subvention pour charges de service public (+3,4 M€), notamment en raison des mesures exceptionnelles COVID +1,1 M€ ainsi que les mesures salariales COVID (prolongation CD, primes et compensation : +301 K€) et la compensation du financement de contrats doctoraux spécifiques normaliens (+2,4 M€).

L'augmentation des divers produits de gestion s'explique à la fois, par la détermination en 2020 de produits à recevoir en matière de mécénat contrairement à 2019 (pour 1,5 M€) et par la comptabilisation en 2020 de produits qui auraient dû être comptabilisés en 2019 en produits constatés d'avance (552 K€).

La forte réduction (-4,3 M€) des reprises sur provisions et des quotes-parts de financements reçus a pour origine, d'une part, l'absence en 2020 de reprise à hauteur de celle effectuée en 2019 en matière de CDSN ; d'autre part, la limitation des quotes-parts sur financements d'actifs à la hauteur des seuls biens mis à disposition de l'Etat dans l'attente de travaux de fiabilisation prévus en 2021 concernant le financement d'autres actifs.

5.2 Charges

Charges	2020	2019	Variation en %
Achats	5 436 175	5 973 566	-9%
Services extérieurs	3 290 896	3 701 745	-11%
Autres services extérieurs	16 123 278	15 175 508	6%
Impôts et taxes	2 093 827	1 711 704	22%
Salaires	80 914 693	79 377 649	2%
Charges de gestion	6 162 371	4 679 721	32%
Charges financières	93 284	49 978	87%
Dotations aux provisions et amortissements	8 396 201	9 592 736	-12%
Total	122 510 726	120 262 607	2%

La crise sanitaire explique principalement la réduction de 537 K€ des achats en particulier en raison de moindres dépenses de fluides (notamment électricité) et de denrées alimentaires, les achats de petits équipements, en particulier informatiques et audiovisuels, ne compensant que partiellement, comme celle de 410 K€ des services extérieurs notamment des frais de colloques.

Les charges de personnel sont en augmentation d'1,5 M€, en raison de la forte augmentation du nombre de contrats doctoraux pris en charge par l'ENS et de coût supplémentaire sur la masse salariale du plafond État, partiellement compensées par une baisse des dépenses relatives aux recrutements de personnels enseignants chercheurs et BIATSS sur les ressources propres de l'établissement et les contrats de recherche.

L'augmentation de 947 K€ des autres services extérieurs par la mise en paiement, désormais à un rythme soutenu, des financements des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) aux établissements partenaires (+3,2 M€), alors que les autres dépenses sont en forte réduction (remboursement de mission et frais de déplacement : -1,3 M€ ainsi que les frais de réception : -466 K€, autres prestations extérieures : -367 K€).

L'augmentation des charges de gestion pour 1,482 K€ s'expliquent principalement par une nette croissance des 1,182 K€ des reversements sur contrats de recherche.

VI – Autres informations.

6.1 - Evènements postérieurs à la clôture

Néant

6.2 - Engagement hors bilan.

€	Flux RAP 2017	Flux RAP 2018	Flux RAP 2019	Flux RAP 2020	Stock RAP fin 2020
dont fonctionnement	1 334 462,39	2 242 335,78	8 186 525,55	8 218 893,13	19 982 216,85
dont investissement	2 105 958,46	3 202 529,85	4 098 981,75	1 078 588,37	10 486 058,43
dont personnel	7 172,06	6 718,11	9 336,56	6 924,41	30 151,14
Total	3 447 592,91	5 451 583,74	12 294 843,86	9 304 405,91	30 498 426,42

Les engagements hors bilan correspondent aux engagements juridiques pris depuis 2017, non dénoués au 31 décembre 2020 et n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'une charge à payer. Les charges à payer en fonctionnement, précédemment indiqués (1,7 M€ en fonctionnement et 201 K€ en investissement) aboutissent à un solde cumulé de restes à payer de 28,5 M€ (18,2 M€ en fonctionnement et 10,3 M€ en investissement).

Source : GFC SITUATION

6.3 - Effectifs Personnels (source – DRH)

	2020	2019
BIATSS non titulaires	157	188
BIATSS titulaires	275	285
E-C non titulaires	368	308
E-C titulaires	147	146
Elèves	790	760
Total général	1 737	1 687

6.4 - Effectifs Etudiants (source – Cost)

	2020	2019
normaliens élèves inscrits au DENS	882	817
normaliens élèves en scolarité non inscrits au DENS	14	?
normaliens étudiants inscrits au DENS	484	447
normaliens étudiants en scolarité non inscrits au DENS	14	?
normaliens de la sélection internationale inscrits au DENS	60	67
normaliens de la sélection internationale en scolarité non inscrits au DENS	3	?
mastériens inscrits à l'ENS (hors normaliens)	301	281
auditeurs préparant l'agrégation inscrits à l'ENS (hors normaliens)	37	41
doctorants inscrits à l'ENS	561	526
doctorants SACRe et Collège de France*	42	-
Total	2 398	2 179
* inscription par l'ENS pour le compte des Ecoles d'art de PSL et du Collège de France		